Vol 17 # 02 • Du 12 au 18 Juillet 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Seremoni nan okazyon dezyèm anivèsè sasinay Prezidan Jovenel Moïse

Page 6

Jacmel's Artists Institute: Reclaiming Haiti's Narrative

Page 9

CHRONIQUE D'UNE FORCE MILITAIRE ANNONCÉE



Voir page 4

Six ans après le départ de la force militaire des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), force est de constater que des tractations sont en cours pour que le pays soit à nouveau volé, violé et pillé par les mêmes puissances occidentales sous couvert des Nations-unies



Dix ans après le jugement 168-13 : l'apartheid progresse en République dominicaine

Page 7



L'Afrique ouvre la voie à l'Amérique latine et à la multipolarité

Page 10-11

UNE MARÉE PROTESTANTE RÉCLAME LE CHANGEMENT



Voir page 3

Du carrefour de la résistance, drapeaux et pancartes en main, ils ont défilé dans les rues de la capitale au rythme de musiques religieuses pour se rendre à la destination finale au Champ de mars



Londres: des militants pro-palestiniens se mobilisent pour défendre Jénine

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Haïti déprimée et désemparée, que faire?

Par Berthony Dupont

Tous les Haïtiens conscients sont forcés de se confronter à ce nouvel épisode de la vie nationale marqué du sceau de l'irresponsabilité, de l'imposture et de l'escroquerie. C'est la vie d'un pays appauvri, d'une société à la dérive qui va de crise en crise sur les plans économique, politique, culturel et social jusqu'à perdre de plus en plus ses repères et même sa capacité d'agir, de produire ou de fonctionner.

C'est la pire tragédie qu'ait connue le pays et l'on se demande, jusqu'à quand cette transition politique chaotique, assistée et encensée par la Communauté internationale prendra-t-elle fin ? Y aura-t-il un jour, une autre atmosphère, pour signaler un nouveau départ à l'horizon, sinon, un signal annonçant un autre pays, une meilleure société socialement plus juste ?

En dépit de moult initiatives prises pour tenter de le préserver du danger, le pays a été terriblement attaqué, menacé par la corruption et le favoritisme devenant la règle au quotidien. L'économie nationale à l'abandon, une capitale en ruine sur fond d'une urbanisation délirante avec une pauvreté galopante est devenue le foyer des criminels de tout acabit ; le tout couronné d'un système éducatif et sanitaire moyenâgeux avec un taux d'analphabétisme impressionnant, sans oublier le chômage accablant et révoltant des jeunes.

Imprégné par le désespoir et la peur, le peuple tente de fuir le pays par tous les moyens. Il est acculé à la pauvreté extrême, à de criantes inégalités, à l'impact économique de la crise sanitaire, à la montée en flèche des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. L'insécurité alimentaire est en hausse dans toutes les régions, atteignant des niveaux critiques à certains endroits. Tandis que la justice est en vente aux plus offrants, l'impunité fait la loi dans la République. Certains journalistes qu'ils soient compétents ou vassaux sont à la merci de celui qui voudra les acheter. Cette crise multidimensionnelle a déclenché une situation d'insécurité politique inouïe et sans précédent dans le pays.

Nul aujourd'hui ne peut douter que Haïti est dirigé par des clowns sous la domination bien huilée des puissances impérialistes. L'extrême vulnérabilité du pays tient d'abord à la trahison des élites. Ces pirates, ces mercenaires de la classe politique traditionnelle qui mobilisent l'attention de la Communauté internationale sont les principaux gagnants de ce système économique et politique mafieux. Ces prostitués de la politique ne font qu'inventer de nouveaux vices et concevoir toutes formes de mensonges mêmes les plus atroces dans la mesure où ils peuvent se procurer quelques dollars de plus.

Le pays ne peut plus continuer à se comporter comme un pays incapable de se défendre. Nous ne sommes plus en mesure d'inventer quoi que ce soit de grand, de durables, de valeureux. Avec une politique désastreuse mettant gravement en danger l'idée même de la raison d'être de la nation vu sa quasi-subordination et soumission absolue à la République dominicaine. Enfin, reste à savoir, ce que le peuple doit faire en vue de parvenir à résoudre sinon, éradiquer ces problèmes.

Il est la seule alternative qui reste, n'ayant rien à perdre mais tout à gagner. Les masses ouvrières avec le mouvement Bwa Kale malgré l'absence d'une force politique pour l'orienter auraient pu apporter une forme de paix, une certaine solution.

Car elles l'ont prouvées au cours des ces deux mois écoulés ; mais certaines puissances étrangères et leurs agents locaux ont vite fait de les démobiliser de sorte qu'elles n'atteignent point les criminels notoires.

A ce stade de la lutte, il nous faut définitivement enterrer l'illusion impérialiste faisant croire qu'une force militaire robuste serait en mesure de nous garantir une quelconque sécurité. En fait, c'est le contraire qui est vrai. Puisque le pays souffre déjà d'un mal qui a été fort bien atteint du virus du système d'exploitation capitaliste lors des précédentes interventions et occupations militaires. Voilà pourquoi, il est indispensable de rejeter toute forme d'intervention et combattre la politique des puissances occidentales jusqu'à leur renversement. Car, ce sont leurs politiques d'assujettissement et de pillage qui sont à l'origine de nos malheurs. Ce n'est guère avec l'intervention militaire que des solutions seront trouvées aux maux du pays. On ne guérit pas un mal avec son propre élément déclencheur.

Ce discours trompeur consiste à nous faire servir de nos anciens bourreaux comme des sauveurs. Le capitalisme, c'est le chômage, l'augmentation de l'appauvrissement et le manque d'espoir pour le futur. Aucun problème social ne peut être résolu sous le système capitaliste avec leurs forces obscures comme éclaireuses.

En revanche, ce ne sont pas les Haïtiens qui sont incapables ou qui ont une quelconque impuissance les empêchant d'exprimer leurs talents et leur goût pour le changement réel. A ce carrefour, il faut que nous soyons déterminés à résister aux turbulences du système capitaliste. Le peuple doit s'atteler à un combat titanesque contre l'impérialisme. C'est le seul moyen de sortir de cette situation le plus rapidement possible, pour enfin s'embarquer dans le grand vaisseau du développement et de la prospérité.

La reconstruction du pays ne saurait passer par aucune forme de Transition réformiste sous l'ombrelle du système capitaliste. Pour sauver véritablement Haïti en tant qu'un Etat souverain, ambitieux et innovent, il convient aux masses populaires haïtiennes et à chaque citoyen conscient et conséquent, où qu'il soit, d'apporter sa contribution, son propre engagement de prendre une ferme résolution, un engagement solide face à l'histoire de reconstruire Haïti en une société socialiste.

À la lumière de ce qui précède, il n'appartient pas au triumvirat, Etats-Unis d'Amérique, France et Canada d'être juges et partie en s'ingérant à leur aise dans le dossier haïtien, mais au peuple souverain d'Haïti de prendre en main sa destinée.

Une marée protestante réclame le changement



Le Pasteur Grégory Toussaint



Miami, Florida





Par Marie Laurette Numa

Le dimanche 9 juillet 2023, la religion protestante a fait l'histoire à travers une marche baptisée « Souf pou Ayiti » "Soulagement pour Haïti.". Cette marche a été lancée par le pasteur Grégory Toussaint de l'église Tabernacle de Gloire de North Miami et PDG de Shekinah FM, pour dénoncer les conditions déplorables dans lesquelles sont réduites le pays, particulièrement la violence institutionnalisée, l'instabilité politique et la corruption à outrance.







Il faut signaler que bien avant cette marche, le pasteur Toussaint avait lancé une pétition qui a été bien accueillie car elle a été signée par plus de 100 000 personnes à travers le monde. Et l'organisation de ce défilé historique a été faite seulement au niveau des assemblées religieuses. En un sens, elle a dépassé l'événement du 20 avril 1990 à New York, quand les haïtiens venus de tout coté ont traversé le pont de Brooklyn pour se rendre à Manhattan et protester par devant le bureau du magistrat d'alors David Dinkins.

En fait, c'est la plus grande manifestation réalisée par les haïtiens car elle a eu lieu pas seulement à Port-au-Prince mais dans plusieurs autres villes du pays telles que : à Croix-des-Bouquets, à Carrefour, à Saint-Marc, Gonaïves, Fort-Liberté, Cap Haïtien etc ; aussi bien dans plusieurs États aux États-Unis d'Amérique.

A Port-au-Prince, plusieurs milliers de personnes sont parties du Carrefour de la résistance, vêtues de maillots blancs frappés du bicolore national blancs et portant l'écritoire « Souf pou Ayiti ». Drapeaux et pancartes en main, ils ont défilé dans les rues de la capitale au rythme de musiques religieuses pour se rendre à la destination finale au Champ de mars.

Cette gigantesque démonstration religieuse avaient toutefois une portée hautement politique, vu les différents slogans que portaient les pancartes et ceux que lançaient les manifestants. Les slogans postés sur leurs pancartes ne sont pas différents de ceux des organisations populaires tels que : *Aba Kòripsyon !, Fòk sa chanje ! Ayiti pap peri !, Yon nouvo jou rive ! Chanjman peyi a se nou !.* Et beaucoup de slogans hostiles au Premier ministre Ariel Henry ont été entendus venant de la foule. C'est la preuve par quatre que le peuple en a marre et qu'il est impatient de voir une lueur de changement.

« Nous appelons le gouvernement de facto et la communauté internationale qui plongent le pays dans le désarroi à changer de direction » a fait savoir avec indignation une femme qui animait la foule.

Ce qui s'est passé en Haïti en ce jour là n'a été que la pointe de l'iceberg. C'est à Miami, New-York, Canada, France pour ne citer que ceux-là qu'ont eu lieu également les plus immenses rassemblements de cette parade internationale haïtienne dont le plus important a été l'objectif visé. Toujours avec des slogans progressistes « Non à la Corruption, Change For Haïti, Jistis pou Ayiti, Non à la criminalité »

Sauf en République Dominicaine, la marche n'a pas eu lieu, du fait que le gouvernement raciste, ignorant de Luis Abinader pris de panique a indiqué qu' *« il est illégal pour les étrangers de faire des marches en République dominicaine. »*

Bien que le pasteur Toussaint dans ses limites n'ait vu dans ce mouvement qu'un aspect civique et spirituel, pour nous autres toutefois, elle a eu une grande portée politique. Car l'unique gagnant de cette mobilisation de haute portée n'est autre que le pays qui a vu des centaines de milliers de ses enfants manifester pacifiquement dans plusieurs grandes villes du monde.

Lors de son discours de circonstance, le pasteur Toussaint a lancé devant la foule à Miami : *« Nous sommes dans le désert. Mais nous voyons la terre promise. Et cette terre promise, c'est la nouvelle Haïti. Je vois une nouvelle Haïti, où les Haïtiennes et Haïtiens peuvent marcher en toute sécurité dans les rues, sans aucune crainte d'être victimes de voleurs, criminels et kidnappeurs. Je vois une nouvelle Haïti, où les écolières et écoliers, vêtus de leurs uniformes, avec leurs sacs remplis de matériels didactiques, se rendent à l'école, au lieu de porter des sacs remplis de balles et d'autres munitions. Je vois une nouvelle Haïti, où il y a un système agricole capable de nourrir le peuple, où les mornes sont reboisés, les plaines sont irriguées pour produire des aliments bio à disposition pour toutes et tous. Je vois une nouvelle Haïti sans misère, où le peuple vit dans la dignité comme tous les autres peuples du monde ».*

« Je vois une nouvelle Haïti, où il y a de belles routes, de belles plages et d'autres infrastructures modernes attirant les touristes du monde entier ».

« Enfin, je vois Haïti, qui deviendra un paradis, où les Haïtiennes et Haïtiens peuvent dire Haiti

suite à la page(4)

La Russie et la Chine s'opposent à une intervention militaire en Haïti



L'ambassadeur de Russie auprès de l'ONU Vasily Nebenzya et le représentant permanent de la Chine auprès de l'ONU Zhang Jun en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies

La Russie et la Chine se sont opposées à une intervention militaire en Haïti lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le déploiement d'une force internationale dans la nation insulaire des Caraïbes. « *Certains considèrent que la panacée est une force multinationale, alors que l'histoire nous montre que de telles interventions étrangères ont fait plus de mal que de bien en Haïti* », a déclaré l'ambassadeur adjoint de Russie auprès des Nations unies, Dmitri Polianski, lors de la rencontre tenue le vendredi 7 juillet 2023

Le représentant russe a exhorté la communauté internationale à écouter les voix des Haïtiens qui plaident pour d'autres alternatives au milieu de la grave crise politique et économique dans le pays.

Armes à feu, gangs et néocolonialisme en Haïti

Le diplomate russe a fait cette déclaration après que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à la formation immédiate d'une force militaire étrangère pour lutter contre les gangs armés en Haïti. « Ce ne sera pas une mission politique ou militaire de l'ONU, mais une force multinationale robuste, déployée par la communauté internationale et agissant main dans la main avec la police haïtienne », a déclaré António Guterres.

Le déploiement d'une force militaire ne relevant pas du mandat de l'ONU dans un État membre de l'ONU serait contraire à la propre charte des Nations Unies.

Les Haïtiens ont le droit de décider de leur avenir

L'ambassadeur de Chine au Conseil de sécurité de l'ONU, Zhang Jun, a appelé à une analyse plus approfondie de la situation en Haïti afin de proposer d'autres initiatives, et a souligné que les Haïtiens ont le droit de décider de leur propre destin.

Ce qui est urgent et nécessaire en Haïti

« Nous avons entendu de nombreux discours en faveur de cette force multinationale, mais aucun pays n'a annoncé d'actions concrètes, il semble donc qu'une analyse plus approfondie sera nécessaire avant d'arriver à une proposition viable », a-t-il déclaré.

En octobre 2022, le gouvernement intérimaire d'Haïti, dirigé par le Premier ministre non élu Ariel Henry, a demandé l'assistance du CSNU par le biais d'une force multinationale. Jusqu'à présent, aucun pays ne s'est directement proposé pour le diriger.

Le débat du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'est tenu le 7 juillet a coïncidé avec le deuxième anniversaire de l'assassinat de l'ancien président d'Haïti, Jovenel Moïse, qui a été tué dans sa résidence personnelle par un commando de mercenaires lourdement armés, principalement des Colombiens. Le mandat de Moïse était déjà terminé à ce moment-là et il gouvernait par décret depuis des mois. L'assassinat a aggravé la crise qu'Haïti souffrait déjà depuis des années.

Ultimas Noticias 8 Juillet 2023

Chronique d'une force militaire annoncée

Par Isabelle L. Papillon

Six ans après le départ du 15 octobre 2017 de la force militaire des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), force est de constater que des tractations sont en cours pour que le pays soit à nouveau volé, violé et pillé par les mêmes puissances occidentales sous couvert des Nations-unies.

En effet, le jeudi 6 juillet lors de son retour des festivités du 50ème anniversaire de la Caricom à Trinité et Tobago, en conférence de presse au salon diplomatique de l'aéroport international, le premier ministre a.i Ariel Henry avec un air triomphant annonce que la force multinationale est bien plus proche que jamais. *« Je ne vais pas beaucoup parler. Je veux vous dire qu'aujourd'hui, nous sommes plus proche»*



Le premier ministre a.i Ariel Henry, en conférence de presse au salon diplomatique de l'aéroport international

Le ministre des affaires étrangères et des cultes Jean Victor Généus, lui n'est pas retourné en Haïti. Il s'est rendu de préférence aux Etats-Unis pour participer à une réunion du Conseil de Sécurité Nations Unies sur le dossier haïtien.

Au cours de cette séance, pour réitérer la demande de son gouvernement d'un déploiement à la hâte d'une force internationale et désespérément, il déclare au Conseil de sécurité des Nations unies *« Haïti réclame, une fois de plus, le bénéfice de l'urgence »*



Marie Isabel Salvador lors de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur Haïti

Dans la foulée, lors de cette séance, le représentant permanent de la France auprès des Nations unies, Nicolas de Rivière a pour sa part indiqué : *« Ne laissons pas Haïti sombrer dans le chaos. Regardons les choses en face. Sans sécurité, il n'y aura ni développement, ni État de droit, ni justice pour les victimes, mais il n'y aura pas non plus d'apaisement social en Haïti sans le rétablissement des institutions. Ainsi, la France exhorte la communauté internationale à se mobiliser de toute urgence. Elle se fait l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations unies. Elle soutient le déploiement d'une force en appui à la Police nationale d'Haïti via un engagement plus robuste des Nations unies »*

Pour la Cheffe du Bureau intégré des Nations unies en Haïti, Marie Isabel Salvador *« L'accès à l'éducation, à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement et aux services de santé a été sévèrement limité par l'activité des gangs. Dans les zones touchées par la violence des gangs, les activités économiques sont périodiquement, sinon en permanence, paralysées.* » Mais le point essentiel de son discours est « *l'apparition de groupes d'autodéfense ajoute une autre couche de complexité. Depuis avril, le BINUH a documenté le meurtre d'au moins 264 membres présumés de gangs par des groupes d'autodéfense* » N'est-ce pas une façon classique de dire qu'elle n'est pas d'accord avec le mouvement populaire Bwa kale ?

Quel mensonge éhonté de la part de Marie Isabel Salvador, quand elle indique « à l'instar de ce que le Secrétaire général a entendu lors de sa visite en Haïti, j'ai moi aussi entendu, depuis mon arrivée, des appels à un soutien international en matière de sécurité. La Force internationale robuste dont Haïti a besoin doit compléter et renforcer, et non remplacer, la Police nationale d'Haïti, dans le plein respect de la souveraineté nationale d'Haïti » Certes Mme Salvador, ce que Gutteres et vous ont entendu ne viennent pas de la masse populaire qui a été victime en plusieurs occasions de la Minustah mais sans doute de certaines personnalités de la bourgeoisie patripoche nostalgiques des forces de la Minustah, car elles ont des maisons luxueuses à louer pour faire leur beurre. Elles sont impatientes de l'arrivée de cette force.

Par ailleurs le Secteur Démocratique et Populaire (SDP), lors d'une rencontre tenue à Delmas 75 le 8 samedi juillet 2023, des dirigeants Marjory Michel, Ricard Pierre, Michel André, Joël Costumé avec leurs partisans a réaffirmé son soutien à la demande du gouvernement de l'intervention d'une force multinationale robuste en Haïti. Rien d'étonnant de ces Conzé en alliance avec le PHTK au pouvoir quand il déclare que *« Le SDP continuera de soutenir la décision du gouvernement de demander l'envoi d'une force multinationale en appui à la police dans l'objectif de lutter contre les gangs, d'éradiquer le kidnapping en Haïti. Nous sommes clairs là-dessus. Dans l'état actuel des choses, vu la situation de la police, elle ne pourra pas sécuriser le pays à elle seule. Nous avons besoin du soutien de nos amis de la communauté internationale. »*

Suite de la page (3)





pour Christ et Christ pour Haïti, où les jeunes peuvent reprendre espoir de vivre dans un pays qui est le leur, où ils peuvent marcher la tête altière et les fronts hauts » qui a suscité des applaudissements nourris des participants.

La leçon à tirer de cette journée internationale est que pour la première fois tous les pays ou les haïtiens ont immigré ont été à l'unisson, manifestant un amour patriotique et cela prouve que si nous nous organisions comme cela doit être, nous pourrions faire beaucoup. Nous pouvons une fois de plus tracer d'autres exemples et étonner le monde.

La cause haïtienne doit être défendue par tous les fils et filles conscientes de la situation dégradante du pays et qu'une solution est nécessaire, surtout quand l'initiative est prise par des compatriotes, la question de religion est tout à fait secondaire. L'événement mérite d'être applaudi à moins qu'on ait d'autres intérêts indépendants de ceux du pays, car il montre clairement que les haïtiens sont concernés.

Selon certaines informations données par l'organisateur de cet événement, plus d'un million de dollars a été mis à la disposition par l'église qu'il dirige. 900 pasteurs de par le monde ont été mobilisés et c'est une démonstration de la puissance de l'unité puisque la mise en place de toute l'organisation pour la réussite de cette grande marche

suite à la page(16)

L'impérialisme canadien en Haïti



Le Premier ministre canadien Justin Trudeau et le président américain Joe Biden en mars 2022

Par Travis Ross

Diriger une intervention pour restaurer la classe dirigeante d'Haïti. Ceci est la première partie d'une série sur l'impérialisme canadien en Haïti, contre la lutte des organisations populaires haïtiennes pour se libérer de l'occupation occidentale.

Le 2 avril, un groupe de solidarité haïtien nommé « Debout pour la dignité » a manifesté devant le bureau du premier ministre Trudeau à Montréal.

Leur principale demande est que le Canada intervienne en Haïti. Le président de l'organisation, Wilner Cayo, s'est adressé aux 200 manifestants - tous membres de la diaspora haïtienne. Selon un reportage du Journal de Montréal, il a dit aux manifestants qu'ils veulent un « engagement sérieux » du gouvernement canadien » et que « le Canada peut faire la différence ».

Joseph Flaubert Duclair, membre de Debout pour la Dignité, a déclaré à un journaliste du Journal de Montréal « nous ne voulons pas une invasion militaire, mais une force opérationnelle qui intervient au coup par coup ». Duclair croit que « le Canada doit faire cela, nous ne faisons pas confiance aux autres pays ».

L'approbation par Debout pour la Dignité d'une intervention dirigée par le Canada en Haïti ne reflète pas nécessairement les opinions d'une majorité de la diaspora haïtienne du Canada. Il y a seulement sept mois, plusieurs dirigeants de la communauté ont dit à Marisela Matador du Toronto Star qu'ils étaient contre une intervention. Chantal Ismé, vice-présidente de l'organisation communautaire Maison d'Haïti et membre de la Coalition haïtienne au Canada contre la dictature en Haïti, a déclaré que la plupart de la communauté haïtienne de Montréal s'oppose à une intervention militaire étrangère. Jean Ernest Pierre, propriétaire et animateur de CPAM 1410 - une station de radio de langue française desservant principalement la communauté haïtienne de Montréal, a fait écho à l'opposition d'Ismé en disant que "l'intervention et l'occupation militaires étrangères n'ont jamais aidé Haïti et n'ont fait que causer plus de mal".

Reflétant le débat qui se déroule au niveau international, la diaspora haïtienne a des opinions variées sur la question de savoir si une intervention étrangère en Haïti contribuerait à aggraver la crise là-bas.

Comprendre le cadre d'une intervention et d'une occupation d'Haïti

Suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, le Premier ministre par intérim Claude Joseph a pris le pouvoir. Le successeur de Joseph, Ariel Henry, avait déjà été nommé par Moïse, mais n'avait pas encore prêté serment au moment de l'assassinat. Washington et le CORE groupe, dont le Canada est membre, ont décidé que le Dr Ariel Henry devrait être le chef du gouvernement et l'ont installé comme Premier ministre de facto d'Haïti par un tweet le 17 juillet 2021 lié à une courte déclaration du CORE Group, qui a été consciencieusement affiché par le BINUH, le Bureau des Nations Unies en Haïti.

Cette décision a démontré le statut actuel d'Haïti en tant que néo-colonie, dirigée par le gouvernement américain et ses alliés du CORE groupe. La nomination d'Henry par les puissances néocoloniales était en soi une intervention. C'était aussi une action de maintien pour permettre à Washington et au CORE groupe d'organiser un cadre d'intervention, tout en aggravant la crise d'insécurité et de pauvreté à l'intérieur d'Haïti par le biais de la corruption et des tactiques dilatoires d'Henry. Henry, qui n'a pas de mandat populaire, a demandé cette intervention le 9 octobre 2022. Cette demande a été soutenue par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Le cadre proposé par Guterres dans une lettre du 8 octobre 2022 au Conseil de sécurité propose deux options. La première, une "force militaire spéciale" dont le but serait de rétablir l'ordre dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince. Deuxièmement, « l'appui à la Police nationale d'Haïti (PNH) » sous la forme de « conseillers », d'équipements, de formation, d'armes et de munitions.

Les efforts pour simplement envahir et occuper Haïti ont été bloqués au Conseil de sécurité par la Russie et la Chine. Cela faisait suite aux efforts concertés de l'Alliance noire pour la paix et d'Haïti Liberté pour faire pression sur les gouvernements des deux pays afin de bloquer les efforts des États-Unis et de l'ONU pour envoyer une «force militaire spéciale». Ces deux organisations ont effectivement relayé ce que le peuple haïtien a clairement exprimé à maintes reprises : Non à une autre intervention militaire étrangère !

La ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, l'a confirmé dans un commentaire fait lors d'une entrevue avec Daniel Thibeault de RDI sur "Les Coulisses du Pouvoir". Joly a déploré que "le problème avec l'ONU en ce moment est que le Conseil de sécurité est paralysé parce que la Chine et en particulier la Russie bloquent toute forme de travail qui peut être effectuée via le Conseil". Cela a mis en évidence le soutien diplomatique du Canada à la demande d'intervention du chef de facto, malgré le manque de soutien d'Henry et un mandat populaire.

Dans une lettre du 8 octobre 2022 au Conseil de sécurité, Guterres explique que « la Police nationale haïtienne est dispersée ». Selon Guterres, "quelque 13 000 agents seraient affectés à des activités de maintien de l'ordre" en Haïti. Il est important de noter que « seul un tiers serait opérationnel et assumerait des fonctions de sécurité publique à un moment donné ».

Le nombre d'agents de la PNH serait tombé entre 9 000 et 10 000. L'ONU calcule qu'Haïti a un ratio de policiers par rapport à la population de 1,06 policiers pour 1 000 habitants. C'est près de la moitié du ratio international suggéré par l'ONU de 2,2 pour 1 000.

Il est entendu qu'un nombre important d'officiers sont redevables à des gangs criminels, travaillent comme sécurité personnelle pour des politiciens corrompus ou collaborent avec des brigades de vigilance en dehors de la structure de commandement de la PNH.

Décrivant par inadvertance les risques d'un «soutien impérialiste à la PNH» dans le Washington Post du 2 décembre 2022, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Haïti a appelé l'administration Biden à envoyer «2 000 forces de l'ordre armées» en Haïti. Pour éviter l'optique de milliers de forces de l'ordre américaines armées débarquant en Haïti, elle propose que les États-Unis "en envoient quelques centaines à la fois, pendant six mois, avec peu de fanfare".

Si le « soutien à la PNH » devient un flux lent mais régulier d'officiers et de militaires étrangers en Haïti, les officiers étrangers pourraient facilement égaler ou dépasser en nombre le personnel actuel de la PNH, conduisant à une occupation étrangère sous un nom différent. Ce «soutien» peut être qualifié de dirigé par les Haïtiens, car une poignée d'agents de la PNH auraient sûrement un rôle symbolique dans les opérations de police «anti-gang».

La réalité est qu'une "force internationale" de 3 000 à 5 000 hommes conduirait certainement des officiers étrangers à avoir un effet significatif et direct sur la vie quotidienne en Haïti. Le « soutien à la PNH » est simplement une intervention militaire étrangère sous un autre nom.

Le ministre Joly a confirmé avec désinvolture comment un prétendu soutien à la police haïtienne peut fonctionner comme un double langage politique pour l'occupation et l'oppression. "Le Canada est toujours un chef de file sur la question d'Haïti", a-t-elle déclaré, ayant "contribué à la formation des policiers pendant des années". Joly ignore ou oublie que la formation policière à laquelle elle fait référence impliquait que la GRC ait été amenée en Haïti pour former des agents de la PNH immédiatement après le coup d'État de 2004 contre le président démocratiquement élu Jean Bertrand Aristide. Aristide a remporté plus de 90 % du vote populaire lors des élections de 2000, tandis que des milliers de candidats Fanmi Lavalas (FL) ont également été élus à divers postes gouvernementaux. La plupart d'entre eux ont également été renversés lors du coup d'État.

Une enquête menée par les auteurs Nik Barry-Shaw et Dru Oja Jay a révélé que la GRC « a fourni une formation et un contrôle à la nouvelle Police nationale d'Haïti, qui a ramené de nombreux membres de l'armée nationale redoutée qui avait été dissoute par Aristide ». Cela fait suite au rôle actif du Canada dans le coup d'État qui «a plongé Haïti dans la violence et le chaos dont il ne s'est pas encore remis».

Leur enquête montre que la police haïtienne formée par la GRC était «souvent accompagnée de soldats américains et canadiens et plus tard des forces des Nations Unies» alors qu'elle «se lançait dans une série d'incursions dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince». La PNH « a tué des civils innocents, emprisonné des dissidents politiques sans inculpation et poussé les principaux partisans d'Aristide à se cacher ou à s'exiler ».

Lorsqu'il est devenu clair pour Washington et le CORE Group fin 2022 que toute tentative d'intervention militaire serait rejetée par le peuple haïtien et bloquée au Conseil de sécurité, la deuxième option de Guterres pour intervenir en Haïti a été acceptée : « Soutenir la PNH » par la vente d'armes, d'équipements militaires, de véhicules militaires, de formations et de « conseillers » militaires et policiers. Comme l'a expliqué Joly, « la situation en Haïti s'est aggravée et justifie l'approche du Canada de renforcer la Police nationale d'Haïti ».

En d'autres termes, le soutien du CORE groupe au Premier ministre Ariel Henry a fait croître l'insécurité et la violence des gangs armés à un tel degré qu'une intervention étrangère sous une forme ou une autre semble inévitable.

Qui dirigera l'occupation d'Haïti ?

Washington et le CORE groupe ont eu du mal à trouver un leader national prêt à mener une intervention en Haïti, seule une poignée de pays des Caraïbes et d'Afrique proposant de fournir du personnel ou des soldats pour soutenir la PNH.

Les efforts de l'ONU et de Washington pour trouver une nation prête à mener une intervention armée ont jusqu'à présent échoué. Même le Premier ministre canadien Justin Trudeau a, jusqu'à présent, refusé le rôle. Au lieu de cela, il a essayé de trouver un dirigeant de la CARICOM pour le faire lors du récent sommet semestriel des dirigeants de l'organisation. Il s'est fait grignoter par une poignée de dirigeants caribéens, dont le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness.

Tout en étant disposé à s'impliquer dans les négociations avec Ariel Henry et divers groupes politiques et de la société civile rivaux, Holness n'a pas pu rassembler suffisamment de personnel et d'expertise pour mener l'intervention.

Quelques semaines plus tard, le président américain Joe Biden effectuait sa première visite au Canada. En tête de l'ordre du jour, Haïti. Trudeau a de nouveau évité l'appel à mener une intervention en Haïti. Après avoir dit aux médias que « le Canada est prêt à aider », Trudeau a promis 100 millions de dollars supplémentaires pour la PNH et a déployé deux navires de guerre de classe Kingston pour « faire de la reconnaissance » le long de la côte d'Haïti. Cela a suivi le Canada qui a fait voler un avion espion militaire au-dessus d'Haïti, soi-disant pour faire de la reconnaissance sur les activités des gangs. De plus, le Canada a organisé la vente de certains véhicules blindés à la PNH, et d'autres sont en cours. L'ambassadeur du Canada en Haïti, Sébastien Carrière, a résumé les mouvements comme « un important déploiement militaire ».

La livraison initiale de véhicules blindés a contribué à briser le blocus du terminal pétrolier de Varreaux en novembre 2022.

Les chefs militaires canadiens ont clairement indiqué qu'ils n'avaient pas les ressources nécessaires pour mener une mission en Haïti, ce qui rend ce scénario peu probable.

De plus, le calendrier proposé pour une intervention en Haïti est irréaliste, le général canadien à la retraite Tom Lawson faisant cette évaluation sans ambages à Matt Galloway sur l'émission The Current de CBC Radio : un crochet à tout pays qui pourrait diriger ou contribuer à une force là-bas. On ne parle pas de six mois. Nous ne parlons pas de quelques années. Nous parlons probablement de cinq à 10, 15 ans parce que nous parlons d'édification de la nation. Il ne s'agit pas d'établir une zone sûre et sécurisée pour que le gouvernement puisse maintenant s'acquitter de ses tâches. Nous parlons d'un gouvernement qui ne fonctionne pas... Et c'est en termes de décennies, comme nous l'avons vu en Afghanistan et en Irak.

Les observations de Lawson soulignent comment le «soutien» à la PNH ne fait que couvrir ce qui allait devenir une autre occupation étrangère d'Haïti.

Diriger une force d'occupation en Haïti pendant une décennie ou plus, avec une population hostile aux troupes étrangères, contre des gangs intégrés à la géographie et aux populations de Port-au-Prince, est probablement désagréable pour Trudeau, qui doit être conscient de cette évaluation .



La ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly à Ottawa en mars 2022. Photo: Adrien Wyld

Trudeau a sans aucun doute été informé de la force d'occupation de l'ONU de 2004 à 2017, la MINUSTAH. Son mandat initial était de six mois mais a été prolongé de plus de 12 ans.

Le Premier ministre Trudeau a créé avec enthousiasme une liste de politiciens haïtiens sanctionnés, de soi-disant chefs de gangs et de «chefs d'entreprise». Ce régime de sanctions a été entièrement performatif. Les quelques Haïtiens sanctionnés qui ont de l'argent ou des biens au Canada n'ont pas encore vu ces sanctions appliquées. Plus important encore, la grande majorité des dirigeants et politiciens haïtiens ciblés ont leur argent et leurs investissements aux États-Unis.

Avant l'annonce de l'accord du 21 décembre d'Henry l'année dernière, il semblait que ces sanctions étaient conçues pour aligner la classe politique et le secteur des affaires haïtiens fracturés sur les diktats de Washington. Ces sanctions n'ont pas menacé le pouvoir d'Henry. Lors de sa visite à la réunion semestrielle des dirigeants de la CARICOM, il a expliqué à VOA Kreyol que les sanctions lui avaient été "utiles".

Une version antérieure de cet article a été publiée pour la première fois par The Canada Files. **Travis Ross** est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-rédacteur en chef du projet d'information Canada-Haïti sur canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haïti Liberté, Black Agenda Report, TruthOut et rabble.ca. Il est joignable sur Twitter.

Seremoni nan okazyon dezyèm anivèsè sasinay Prezidan Jovenel Moïse



Minis jistis la Emmelie Prophète, Ariel Henry ak prezidan kou Kasasyon an k ap rann omaj ak Jovenel Moise

Yon seremoni dèy te òganize ann omaj Prezidan Jovenel Moïse nan jaden Mize Panteyon Nasyonal Ayiti (Mupanah), jou ki te vandredi 7 jiyè 2023 a, yon jounen Primati a te deklare ofisyèlman "jounen dèy" sou tout teritwa nasyonal la.

Nan sikonstans sa a, Premye Minis Ariel Henry ak Minis Kilti, Kominikasyon ak Jistis la Emmelie Pwofèt, te depoze yon kouwòn sou yon sit ki te bati pou okazyon an. Moun ki te prezan ankò nan seremoni a, se manm estaf Fòs Lame Ayiti yo (FAD'H), Polis Nasyonal Ayiti (PNH), kò diplomatik la, ak kèk manm kabinè ministeryèl la.

Nan Pèlerin 5, kote prezidan an te abite, te gen yon kokenn aktivite pou komemore jounen dèy sa a. Plizyè fanatik ansyen prezidan te vin pote solidarite ak patizan Jovenel yo nan mas popilè a. Plizyè kouwòn flè te depose nan memwa Jovenel.

Nan Okap tou, presizeman nan Madelin, te gen yon mès epi yon manifestasyon pou mande jistis ak arestasyon asasen Jovenel Moïse, dezan apre asasina li. Plizyè santèn aktivis politik pwòch prezidan sasinen an te mache nan lari dezyèm vil peyi a pou mande jistis ak arestasyon asasen Jovenel Moïse yo. Kèk moun pwoch fanmi prezidan an, tankou ansyen konseye espesyal Osé Daniel, ansyen minis Marie Gislaine Mompremier, ansyen senatè Nawoon Marcellus ak ansyen direktè depatmantal Ministè Edikasyon Nasyonal nan Nò a, Curtis Eyma.

Anmenmtan tou, yo te òganize yon jounen ouvè nan mozole a ki dedye nan memwa ansyen prezidan an nan Madeline. Lolenn ekran jeyan te enstale sou plas pou difize reyalizasyon defen prezidan an, konsa raple eritaj politik li. Ansyen premye dam Martine Moïse, ki te anonse vizit la sou sit la, pa t 'kapab prezan akoz li te rate yon vòl li. Kòm yon siy dèy ak solidarite, administrasyon piblik la, bank komèsyal yo ak gwo komès la te sispann tout aktivite yo pou jounen 7 jiyè a, yon desizyon Delegasyon Nò a te pran.

Moun Twoudinò, nan Nòdès pat bliye Jovenel Moise, yo te komemore zay sasinay la komsadwa. Nan mès ki te fèt la, Pè Ernst Dorcin, te prezante prezidan an kòm "yon moun ki bay tout bagay pou avansman peyi sa a, men malerezman ki moun ki lach yo te touye, pa gason ak fanm obsede ak rayisman, malis, jalouzi." Li raple tou "krim sa a sèlman kontinye sal imaj nasyon ayisyen an plis sou entènèt la".

Yon ti tan apre mès la, anba yon solèy cho, ansyen senatè Wanique Pierre te dirije yon mach, akonpaye ak plizyè moun nan administrasyon piblik la. Ansyen palmantè a te depoze yon kouwòn flè tou, anmemwa prezidan an, nan Kafou Jezi, nan lokal yon izin asfalt administrasyon Jovenel Moïse la te kòmanse. Nan moman sa a, patizan yo ak tout aktivis politik yo te pwofite mande jistis pou ansyen prezidan an. « Yon lòt fwa ankò, nou denonse asasen Prezidan Jovenel Moïse. Dezan apre, plizyè sispèk ap kouri pandan anpil lòt non kontinye ap site nan krim sa a. Nou mande jistis", te deklare ansyen senatè Wanique Pierre.



Yon sit ki te konstwi pou resevwa flè ak kouwòn nan okazyon an

Nan yon kominike li fè soti, pati politik Ayisyen Pou Ayiti di li regrèt dosye a bloke nan jistis ayisyen an, paske menm kriminèl ki te komèt zak la se yo ankò ki kontwole lajistis la. Se nan sans sa a yo mande menm jan ak Martine Moise pou Nasyonzini mete kanpe yon tribinal espesyal entènasyonal pou fè limyè sou krim lan.

Pou pati AYISYEN POU AYITI a, se sèlman yon tribinal espesyal entènasyonal, Nasyonzini mete sou pye, ki kab pote jistis bay pèp ayisyen an, nan jije ak nan mete nan prizon tout kriminèl, otè ak konplis sasinay lach sa a, ki te komèt zak la ak sipò kèk kriminèl nan kominote entènasyonal la.

Pati AYISYEN POU AYITI pwofite komemorasyon tris sa a pou l lanse yon apèl bay tout fòs vivan pèp ayisyen an pou yo rive jwenn yon inite reyèl nan aksyon pou yo ka chase pouvwa sa a pou restorasyon n lòd konstitisyonèl ak enstitisyonèl atravè eleksyon demokratik ak onèt nan lide pou yo enstale ofisyèl eli legal ak lejitim nan tèt enstitisyon Leta a!

La source de nos malheurs: une domination inhumaine et déshumanisante



Par André Charlier

La logique du capitalisme est simple: *follow the money!* Il s'agit d'argent. D'argent qui investi, doit rapporter encore plus d'argent. Par le biais de l'exploitation, et de l'oppression qui doit affermir cette exploitation et lui permettre de durer, bien sûr. Mais laissons cela de côté pour le moment, ce que je veux souligner ici, c'est le statut de l'être humain, de l'*Homo Sapiens Sapiens,* quel que soit son sexe, son âge ou sa couleur, dans cette structure sociale: *par le fait que toute cette forme d'organisation sociale, le capitalisme, a pour but unique l'accumulation d'argent, de toujours plus d'argent, elle ne se soucie pas, en dernière analyse, du bonheur des humains. L'humain n'y est qu'un moyen, un outil à utiliser dans la production et l'accumulation d'argent sous toutes ses formes, de richesse, de profit, de capital.*

L'être humain n'est rien, l'argent est TOUT. C.Q.F.D.

Cela nous donne la clé de ce que subit notre peuple depuis deux siècles et plus. L'Occident, certes, nous en veut toujours d'avoir jeté à la mer des Antilles la meilleure armée de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe, la française. De la part d'Africains transplantés à fond de cale pour travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive, sans salaire, très souvent sans nourriture ni soins d'aucune sorte, dans des plantations de canne à sucre, sous toutes sortes de mauvais traitements, pouvant se voir vendus ou achetés sans recours à tout moment, et de surcroît marqués au fer rouge comme des bêtes de somme, pour toutes ces raisons, *c'était, et c'est encore, une inoubliable et impardonnable, absolument indigeste,* ***fwekansite.*** *"On" -- le Pouvoir Pâle -- nous le fait payer cher...*

Mais ce n'est pas là toute l'histoire. La domination que nous subissons depuis si longtemps, et qui nous a réduits, du moins pour la plupart d'entre nous, à la faim, à la mendicité, au désespoir, à la brutalisation et à la mercantilisation de tous les rapports humains et, en l'étape actuelle, du corps humain lui-même, a pour racine qu'*en système capitaliste, l'être humain n'existe qu'en tant que source d'argent, en tant que producteur de profit pour une couche infime d'exploiteurs et d'oppresseurs, de voleurs, de parasites, et de tueurs qui les défendent.*

Nous sommes victimes de la négation de l'humain par un système inhumain. Et ce système est inhumain parce qu'il n'a comme motivation, comme préoccupation, comme souci, comme but ultime, que l'accumulation effrénée de richesse, de bénéfices, d'argent sous toutes ses formes et apparences, au profit d'une couche mondiale infime de "globalistes" criminels, au lieu de s'occuper, comme ce serait normal, du bien-être de l'espèce humaine.

Notre petit pays, pour son malheur, en est arrivé au stade le plus avancé -- actuellement -- de la dégradation dans laquelle l'impérialisme voudrait plonger l'humanité.

L'Histoire nous demande de changer ce monde.

La destruction quasi-totale de toutes nos structures administratives et sociales, la disparition dans les faits de l'Etat central, la nullité totale de ce dernier face aux exactions inqualifiables du sous-impérialisme dominicain (qui ne respecte même plus les bébés innocents) la tendance au gouvernement de zones ou de régions du pays par des associations ou firmes privées (prélude à la disparition effective de la Nation), la disparition tendancielle de la famille et des réseaux de solidarité et d'entraide de notre peuple, le recours immédiat à la violence comme solution de tous les conflits, même personnels, *tous ces maux ne sont que les symptômes d'une domination sociale interne et externe qui n'a plus d'autre recours, pour se perpétuer, que le morcellement des bases de la vie sociale* -- le morcellement de l'humain, comme a dit un auteur.

Et c'est là un projet mondial.

Sur une note plus immédiate: alors que de plus en plus de militaires se rendent compte que l'Ukraine est en train de perdre la guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie, le président US Biden expédie 800 milliards de dollars d'aide à celle-ci au lieu de chercher à négocier, comme le voudrait le gros bon sens. Et non content de cela, il multiplie les provocations contre la Chine, au point que le président Xi vient de mettre son armée en ce qu'on appelait autrefois chez nous la *Condition C* -- condition Combat...

Cela me rappelle un discours de 1957: *Ils sont devenus fous!!!*

Dix ans après le jugement 168-13 : l'apartheid progresse en République dominicaine



Manifestation du Mouvement reconnu et d'autres organisations 9 ans après la loi 169-14, devant le Congrès de la République Dominicaine

Depuis le début du XXe siècle, le régime bourgeois dominicain comportait déjà de forts éléments de ségrégation territoriale, d'oppression et de semi-esclavage contre la communauté d'origine haïtienne, colonne vertébrale de la classe ouvrière dans l'industrie sucrière. Mais avec la décision 168-13, les éléments de l'apartheid ont été renforcés, en refusant aux descendants des travailleurs de la canne à sucre et aux autres immigrants haïtiens tous les droits politiques, sociaux et économiques. Plus de deux cent mille personnes ont été dépouillées de leur nationalité dominicaine par une décision inconstitutionnelle qui imposait essentiellement un conditionnement racial pour la citoyenneté dominicaine. Un pas dangereux a été franchi vers la formation d'un ethno-État et d'un régime d'oppression et de ségrégation raciale systématique, avançant vers un apartheid similaire à celui qui a prévalu en Afrique du Sud entre 1948 et 1991 ou à celui actuellement appliqué par l'État d'Israël contre le peuple palestinien ou l'État de Birmanie contre le peuple rohingya.

Les discours des politiciens du régime tels que Leonel, Danilo, Abel et Abinader reflètent ce projet d'apartheid, chaque fois qu'ils affirment -à la suite de Trujillo et Balaguer- que les Dominicains et les Haïtiens constituent des "races" différentes ou que l'immigration haïtienne est une "menace démographique" » pour la « conservation raciale » de l'État dominicain. Cette notion raciste est la base idéologique du projet d'apartheid dominicain et c'est pourquoi l'attaque contre la communauté immigrée et dominicaine d'origine haïtienne est souvent présentée comme une « défense de la souveraineté » ou « défense de la dominicaine »

Des mesures telles que la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne, le travail forcé dans l'industrie sucrière et la construction, la répression meurtrière contre les manifestations de travailleurs immigrés, la politique de déportation massive et d'extorsion généralisée contre les Noirs, et les détentions arbitraires de femmes enceintes et d'enfants séparés de leurs familles, cherchent à maintenir les Haïtiens et leurs descendants dans une situation d'oppression et de dépossession permanente, marginalisés et avec un accès limité à la santé publique, sans possibilité d'avoir des emplois formels, des biens, des études universitaires ou la sécurité sociale.

La loi 169-14 n'a pas résolu le problème de l'apatridie mais l'a plutôt consolidé. Elle n'a rendu la nationalité qu'à quelque 28 000 personnes sur les quelque 61 000 qui étaient classées dans le « groupe A », celles qui avaient déjà des documents dominicains au moment de la condamnation. Mais il l'a fait en créant un registre civil à ségrégation raciale, créant une vulnérabilité juridique. C'est pourquoi de nombreuses personnes continuent à se battre légalement à ce jour, défendant la validité de leur enregistrement d'origine. 8 000 autres personnes se sont inscrites dans un plan de régularisation et ont été classées dans le «groupe B», pour ne pas avoir eu de documents au moment de la condamnation, et on leur a promis un processus spécial de naturalisation. Cependant, une fois que la pression nationale et internationale s'est apaisée, les naturalisations n'ont pas été accordées. Danilo Medina n'a décrété que 750 naturalisations et Abinader le chiffre encore plus ridicule de 50. Cependant, l'État lui-même n'a pas respecté ces décrets, ce qui signifie que ces personnes n'ont toujours pas leur carte d'identité dominicaine. Les 8 000 personnes du « groupe B » ont leurs papiers périmés et sont harcelées par la police, l'armée et les agents de l'immigration. Beaucoup plus de personnes n'ont pas profité de la loi 169-14, pour de multiples raisons, notamment les exigences bureaucratiques, les délais courts et les coûts élevés, se retrouvant également apatrides.

De nombreux militants qui ont accompagné la lutte contre l'apatridie à ses débuts, ont rejoint en 2020 le gouvernement raciste d'Abinader. Abinader lui-même en décembre 2013 avait participé à l'acte de soutien aux personnes touchées par la peine 168-13 dans l'UASD, appelé "Solidarity Embrace", où il a déclaré que la peine était "injuste" et "non civilisée". Aujourd'hui, il est le porte-parole de l'anti-haïtien. D'autres organisations, bien qu'elles se disent progressistes, démocratiques et même de gauche, n'élèvent actuellement pas la voix contre l'apatridie.

Nous appelons toutes les organisations qui se disent démocratiques à reconnaître et à dénoncer l'avancée de l'apartheid en République dominicaine. Dix ans après l'arrêt 168-13 et neuf ans après la loi 169-14, la situation politique, sociale et judiciaire s'est dégradée. Les campagnes d'agitation raciste et la persécution de la communauté immigrée et contre les Dominicains d'origine haïtienne exacerbent l'oppression à des niveaux insupportables. Il n'y a aucune possibilité de progrès démocratique pour le peuple dominicain tant que l'apartheid continue de se consolider. Nous devons renforcer la mobilisation unie de tous les secteurs et forger des alliances internationales avec d'autres peuples qui luttent contre l'oppression raciste, pour plier le bras du gouvernement et le forcer à prendre des mesures en vue de la restitution de la nationalité de toutes les personnes touchées par la condamnation 168-13.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 6 juillet 2023

Les Bahamas, là où tout s'est joué !



La rencontre à Nassau, dans les Bahamas des chefs d'Etat et de gouvernement de la Caribbean Community (CARICOM) avec la participation du Président de la République dominicaine, Luis Abinader, et surtout de Kamala Harris, le N° 2 de la Maison Blanche.

Par Catherine Charlemagne

Si deux ans après l'assassinat du Président Jovenel Moïse, les acteurs y compris la Communauté internationale sont toujours à la recherche d'une sortie de crise, le moins que l'on puisse dire, le cas Haïti suscite encore un certain intérêt tout au moins de la curiosité pour la plupart des Etats de la région. Le mois de juin 2023 a été sans conteste, le mois où ce pays s'était retrouvé au centre des débats dans différents Forums ou Sommets à la recherche de solutions. De l'ONU à l'OEA en passant par la CARICOM, la crise haïtienne était dans toutes les sauces toujours avec une seule interrogation : comment mettre fin à la Transition qui perdure sans aucune perspective de fin ? Mais, il n'y a pas que les institutions internationales ou régionales qui donnent l'impression de s'intéresser à ce qui se passe à Port-au-Prince où un Premier ministre de facto, Ariel Henry, dit « Roi Henry », totalement dépassé par les évènements tente de convaincre ses adversaires politiques de le rejoindre dans une aventure qui paraît sans lendemain.

Quelques semaines auparavant, un mouvement populaire dit « Opération Bwa Kale » s'était déclenché contre l'insécurité par la population de la capitale afin de pousser les autorités de la Transition à faire le nécessaire contre les groupes armés qui sèment la terreur dans la région métropolitaine. L'écho du mouvement citoyen et populaire étant arrivé jusqu'aux oreilles des « amis » d'Haïti à l'ONU à New-York et à l'OEA à Washington, les avait poussés à réagir sur le phénomène. Outre les déclarations condamnant les actes commis par la population sur les gangs, la Communauté internationale était contrainte de réagir en proposant des rencontres çà et là avec les acteurs haïtiens dans l'espoir qu'ils trouvent un consensus pour mettre fin à la crise politique qui favorise ce genre de débordement qu'il s'agisse de l'agissement dans les gangs au sein de la société ou de la réponse que semblent apporter les citoyens compte tenu de l'impuissance des autorités à établir un climat de paix et de sérénité dans le pays.



L'ex-sénateur et chef du parti LAPEH, Jean Hector Anacacis

Tout d'abord, certains acteurs politiques haïtiens et de la Société civile étaient convoqués à Washington, si l'on peut le dire, pour faire un compte-rendu détaillé et précis sur la situation sociopolitique des derniers mois. Au Département d'Etat (Affaire Etrangères) et à la Maison Blanche, les Haïtiens - Magali Comeau Denis (Accord Montana) et Pierre Esperance (RNDDH) - ont démontré une situation critique et laissaient entendre que le pays était au bord de la guerre civile avec cette *« Opération Bwa Kale »* s'il n'y a aucune intervention de la Communauté internationale ou si elle n'assume pas ses responsabilités. En clair, soit elle chasse Ariel Henry et ses alliés du pouvoir, soit elle contraint celui-ci et ses amis à faire un partage équitable du pouvoir, en acceptant un Exécutif bicéphale. Le gouvernement, pour sa part, dont la longévité ne dépend que de la bonne volonté de Washington, était encouragé à poursuivre sa quête auprès des partenaires des Etats-Unis, entre autres, les petits Etats des Caraïbes, pour l'envoi de cette fameuse force militaire internationale qu'il a sollicité depuis le mois d'octobre 2022.

De l'ONU à l'OEA, le Chancelier haïtien, Jean Victor Généus, fait un prosélytisme sans précédent afin de forcer la main à ces institutions de monter cette opération militaire que le gouvernement espère tant et ce, quel que soit le pays qui en prendra le leadership puisque Washington et Ottawa refusent d'assumer cette responsabilité. D'où diverses déclarations de soutien qu'on a pu observer au cours du début du mois de juin de la part de la Représentante du Secrétaire général de l'ONU en Haïti, Mme Maria Isabel Salvador, qui est aussi cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) qui croit que Ariel Henry est un moindre mal dans la mesure où il a été nommé par le feu Président Jovenel Moïse quelques heures avant son assassinat et que, en face de lui, les oppositions ne représentent pas un front uni sur la Transition. Dans cette situation confuse, deux Forums régionaux ayant eu lieu à une semaine d'intervalle dans les Antilles l'ont été expressément sur Haïti.

Sauf que, celui de Kingston, pour des raisons de lourde publicité médiatique, a quasiment éclipsé celui organisé les 8 et 9 juin 2023 à Nassau, dans les Bahamas en présence, pourtant, de la Vice-Présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, ce qui est une première d'ailleurs. Si le Sommet de la CARICOM à la Jamaïque, sur lequel nous reviendrons bien sûr dans les chroniques suivantes, a eu autant de succès en Haïti sur le plan médiatique, il s'explique tout simplement par la participation de la quasi-totalité de la classe politique et de la Société civile du pays. Or, la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Caribbean Community (CARICOM) avec la participation du Président de la République dominicaine, Luis Abinader, et surtout de Kamala Harris, le N° 2 de la Maison Blanche, qui a précédé celle de la Jamaïque revêt une importance de tout premier ordre. Et pour cause. C'est de cette rencontre que dépend en grande partie la survie économique et diplomatique du gouvernement de la Transition. Et c'est de là que Kamala Harris comptait convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement antillais à suivre Washington et Ottawa dans l'aventure militaire qu'ils préparent en commun pour Haïti.

D'ailleurs, ce qu'on pouvait comprendre facilement vu l'empressement du locataire de la Primature de s'y rendre alors qu'il hésitait, contraint même par ses Tuteurs de faire le voyage de Kingston pour aller rencontrer les autres leaders haïtiens. Comme l'a souligné fort bien l'ex-sénateur et chef du parti LAPEH, Jean Hector Anacacis, le jeudi 8 juin 2023 sur les antennes de la radio *Magik9* : *« Ariel Henry a tout fait pour boycotter le Sommet de la Jamaïque. Une campagne de propagande a été enclenchée sur les réseaux sociaux pour déconseiller aux acteurs de s'y rendre. Ariel Henry et ses alliés avaient des appréhensions sur l'initiative. Le PM avait envisagé de passer quelques heures au Sommet avant de s'envoler vers la Suisse. Quelqu'un du Département d'Etat américain lui a clairement fait savoir que, ce faisant, il risquait de rester en Suisse, c'est-à-dire en exil, sans pouvoir revenir en Haïti. On l'a obligé à assister au Sommet durant les 3 jours »*, a confirmé l'ancien parlementaire.

En effet, toutes les vraies décisions qui pourraient favoriser une intervention militaire en Haïti résidaient à ce Sommet des Bahamas où la Maison Blanche entendait convaincre ses amis de la CARICOM qui ont toujours été fort réticents à l'envoi en Haïti d'une force militaire internationale. En envoyant la Vice-Présidente Kamala Harris assister en personne à cette rencontre à Nassau, la Maison Blanche voulait envoyer un message fort et clair à ses partenaires et aux homologues d'Haïti à la CARICOM qui continuent de faire obstacle à l'intervention étrangère en Haïti. Lors de ce Forum à Nassau, les Etats-Unis ont joué deux cartes, à l'intention des Haïtiens. En premier lieu, celle économique qui consiste à faire miroiter l'arrivée de près de 54 millions de dollars supplémentaires à Port-au-Prince par l'entremise de son agence USAID, chargée de gérer cette somme à travers des projets humanitaires. Dans un communiqué, Kamala Harris a laissé entendre que *« Les États-Unis, par l'intermédiaire de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), fournissent 53,7 millions de dollars supplémentaires au peuple haïtien en réponse à la crise humanitaire du pays.*

Ce nouveau financement permettra aux Haïtiens vulnérables de bénéficier d'un soutien urgent, notamment d'une aide alimentaire vitale et d'autres formes d'assistance humanitaire, alors que 4,9 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. En outre, ces fonds permettront de prendre en charge les survivants de violences sexistes et d'assurer l'accès à l'eau potable et aux soins de santé. L'USAID a également l'intention de fournir 10,5 millions de dollars supplémentaires en aide au développement pour renforcer la résilience et la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage en Haïti. L'Administration soutient fermement l'extension du programme de préférences commerciales HOPE/HELP pour Haïti. En cette période critique, il est important que les producteurs et les investisseurs en Haïti, ceux avec qui ils font des affaires, et les travailleurs dont ils dépendent aient la certitude de la poursuite ininterrompue du programme HOPE/HELP.»

Et en second lieu, les Américains voulaient démontrer aux acteurs haïtiens et à ses autres partenaires que l'intervention militaire en Haïti se fera d'une façon ou une autre, avec ou sans leur participation quitte à aller chercher des militaires en Afrique, comme le Rwanda du Président Paul Kagame l'a confirmé. Sous couvert d'augmentation de l'aide américaine dans les Caraïbes en général pour combattre le trafic des armes à feu, Kamala Harris, habilement, est revenue sur la problématique sur laquelle l'Administration Baden/Harris ne cesse de se casser les dents. D'après la Vice-Présidente des USA, son Administration soutient l'*« Unité d'enquête sur la criminalité transnationale en Haïti (TCIU) dans le cadre d'efforts globaux au sein de la région des Caraïbes dont la sécurité est mise en danger par des armes provenant des USA. Le Département d'État soutiendra la collaboration du HSI (Homeland Security Investigations) avec la Police nationale d'Haïti (PNH) pour développer une TCIU, afin de faciliter les enquêtes et les poursuites des crimes transnationaux, y compris ceux qui ont un lien avec les États-Unis.*

La TCIU se concentrera sur des crimes tels que la contrebande d'armes à feu et de munitions, le trafic d'êtres humains et les activités des gangs transnationaux » (…) Cette déclaration a été faite après sa rencontre avec le Premier ministre Ariel Henry qui, une fois de retour à Port-au-Prince le vendredi 9 juin, a fièrement annoncé qu'il a réitéré auprès de la Communauté internationale sa demande de l'envoi d'une force armée spécialisée en Haïti. En Conférence de presse depuis l'aéroport Toussaint Louverture, le chef du pouvoir de la Transition a informé qu'*« Avec l'aval du gouvernement, du Haut Conseil de la Transition et après concertation avec certains partenaires, j'ai adressé une correspondance au Secrétaire général des Nations Unies pour réitérer notre demande produite en octobre dernier ».*

De quoi s'agit-il ? Il s'agit tout simplement de cette fameuse lettre datant du mois d'octobre portant sur la Résolution prise en Conseil des ministres l'autorisant à *« Solliciter et obtenir des partenaires Internationaux d'Haïti un support effectif, par le déploiement immédiat d'une force armée spécialisée, en quantité suffisante, pour stopper, sur toute l'étendue du territoire, la crise humanitaire causée entre autres, par l'insécurité résultant des actions criminelles des gangs armés et de leurs commanditaires.* » Est-ce vraiment un hasard que ce soit de retour de sa rencontre avec la Vice-Présidente des Etats-Unis que l'occupant de la Villa d'Accueil revient sur un dossier dont on ne parlait pratiquement plus en Haïti ? Pas vraiment. A part un vieux routier de la politique haïtienne et aussi ancien Sénateur de la République, Jean Hector Anacacis, personne d'autre au sein de la classe politique n'a relevé cette coïncidence troublante. Selon cet ancien parlementaire qui en connaît un rayon par son expérience d'ancien Conseiller écouté du feu Président René Préval, *« La rencontre du Premier ministre, Ariel Henry, avec la Vice-Présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, n'est pas anodine. Le timing de l'annonce par madame Harris d'une force spéciale contre le trafic des armes, en amont du Sommet de la Jamaïque, est aussi à prendre en considération. Malheureusement, les acteurs manquent de souplesse et de stratégie politique, et n'ont pas pu déceler cette priorité de madame Harris. Cette question n'a même pas été mise sur la table.*

Le déploiement d'une Mission internationale de sécurité en Haïti est l'unique objectif de l'international, notamment les États-Unis. Je peux vous assurer qu'avec ou sans l'approbation des acteurs haïtiens, cette force viendra quand même en Haïti. Pour ce faire, il est probable qu'on provoque le chaos, qu'on s'attaque à des ambassades ou à des étrangers, afin de justifier la nécessité de l'envoi d'une telle force » prévient Anacacis. La rencontre des chefs d'Etats et de gouvernement de la CARICOM aux Bahamas quelques jours avant le grand rassemblement sous la présidence de trois anciens Premier ministres de la CARICOM : Kenny Anthony, Perry Christie et Bruce Golding, respectivement de Sainte-Lucie, des Bahamas et de la Jamaïque et cette fois-ci avec tous les antagonistes du dossier de la crise haïtienne a été plus conséquente en matière de décisions et de menaces pour la souveraineté haïtienne.



Mme Maria Isabel Salvador, cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH)

En Jamaïque, les organisateurs n'étaient pas ceux que l'on croyait. Si la CARICOM était bien celui sur qui les projecteurs étaient fixés, les vrais organisateurs que sont en réalité les Etats-Unis d'Amérique et le Canada qui ont participé aux débats pour la forme, en fin de compte, ne s'attendaient pas à grand-chose. Ces deux pays leaders dans le dossier haïtien voulaient juste tenter un dernier coup de poker avec l'ensemble des acteurs et entités parties prenantes de la crise et de la Transition. Ils entendaient forcer, sans grand espoir d'ailleurs, les uns à rejoindre la position des autres sur un hypothétique Accord commun sans grand intérêt pour Washington qui a déjà, en réalité, fait son opinion sur la façon dont cette Transition va se terminer. En conclusion, c'est aux Bahamas que tout s'est joué, la Jamaïque n'était qu'un grand show room juste pour distraire l'opinion publique.

C.C

Jacmel's Artists Institute: Reclaiming Haiti's Narrative



Artists Institute executive director Rachelle Salnave with three of the school's 44 students

by Rachelle Salnave

As a young filmmaker exploring my Haitian identity, I embarked on a documentary project called "*La Belle Vie*: The Good Life." Growing up, my mom often regaled me with stories of my grandparents' vibrant and glamorous life in Haiti — champagne, parties, dancing, and hosting dignitaries from around the world. These tales painted vivid scenes of an exciting and romantic Haiti in my mind.

However, during the creation of this documentary, I had a profound revelation when I discovered Jacmel's Artists Institute. It ignited my enthusiasm and inspired me to redefine what this *"La Belle Vie"* – this beautiful life of Haiti – meant to me on a personal level.

Artists Institute not only had a classroom named after Alfred Hitchcock and a Francis Ford Coppola Bungalow, but it also represented an opportunity for Haitians to tell their own stories and reclaim their country's narrative. Artists Institute has always been driven by the artists themselves. Its inception in 2004 as a film festival in Jacmel was a collaborative effort between Paula Hyppolite, a local farmer in Jacmel, and David Belle, a North American filmmaker and musician who fell in love with the region and aimed to change Haiti's image through the power of cinema.



An Artists Institute student filming with a camera

I remember reading about the school and the celebrities who visited it after the devastating 2010 earthquake. As a film student at the University of Miami, I couldn't help but feel a tinge of envy, realizing that Artists Institute hosted guest speakers far cooler than any we had at my school.

Over the years, with support from notable figures like Ben Stiller, Paul Haggis, and Susan Sarandon, Artists Institute has gone through different incarnations. First, the *Ciné Lekòl*, spawned from the Jacmel Film Festival, became the Ciné Institute, solidifying its position as a trailblazer in artistic education in Haiti. The We Are the World Foundation, led by Lionel Richie and Quincy Jones, even purchased land to build the Audio Institute, a department for training audio engineering technicians, thus renaming the campus Artists Institute.

From its early days, it has always been the intention of David and Paula to hand over the institution to the former students who now serve as the Artists Institute's current leaders. However, with the challenges caused by political instability, the ongoing insecurity in Port-au-Prince, the gas crisis crippling businesses, and the Institute's dwindling resources, it has become increasingly difficult to keep the school afloat. The current 44 students are left uncertain about the continuation of their studies.

Driven by a deep belief in the transformative power of film and music, I began filming a documentary that explores the story of Artists Institute today, juxtaposed with an abandoned cultural institution in Guadeloupe called *Centre des arts et de la Culture* (CAC) that showcases how artists are fiercely holding onto their spaces. This documentary highlights the resilience and determination of Haitian and Guadeloupean artists to face huge challenges in two Francophone countries.

As a result of my involvement and dedication to volunteering with Artists Institute, the staff pleaded with me to take on the role of Executive Director in February 2023. Inspired by the tenacity of artists in Guadeloupe and Haiti, and fueled by faith in the boundless possibilities that arise when talented individuals are given opportunities, I wholeheartedly accepted the role.

While the urgent need to raise funds to sustain Artists Institute remains crucial, I envision a new chapter that transforms the school into not only an incubator for the next generation of filmmakers and beat-makers but also a hub for Haitian professionals across the country.

As a kid growing up in Harlem, I was fortunate to be exposed to the stories of famous Black entertainers who stood on the front line of many causes affecting Black people all over the world. Bob Marley sang about freedom in Zimbabwe, Muhammad Ali stood up against the U.S. government's military draft and war in Vietnam War, Harry Belafonte helped lead the 1960s Civil Rights movement and protested U.S. companies that supported apartheid in South Africa. I wondered: Where are the Black celebrities championing Haiti today? Where are the international Black artists for Jacmel's Artists Institute? That's why I am now actively appealing to the global Black and Haitian entertainment communities.

While there have been many Haitian ambassadors such as singers Maxwell, Paul Beaubrun, the late great Mikaben, J-Perry, and Emeline Michel, actor Jimmy Jean-Louis, DJ Michael Brun, and other notable Haitian celebrities who have participated in the success of Artists Institute under David Belle, I am pleading with the entire Haitian and Black entertainment community to lend a hand now. Their voices are needed. At the heart of this, I am also reaching out to former alumni who are working in the field to stand up for their school in any capacity and show solidarity for the institution and the current students who desperately want to resume their studies.

Having attended the University of Miami film school, I know that these former students have been spoiled in a sense — they were provided with free education, workshops conducted by celebrities, and many of them traveled throughout the world with David, representing their films and Haiti. Now that David is gone, where is everyone today?

David had great ambitions to create a self-sustaining industry called Jollywood, where people produce a large number of films just like in India and Nigeria, but out of Jacmel. Spending $40,000 to produce their first independent film called ***Machan Fig***, the former students were unable to fully capitalize on the production outside of Haiti. Apart from the local success of ***Machan Fig***, Ciné Services, a production department wing of the school, which was intended to provide jobs for its alumni, has had a hard time reaching its full potential. This has left former students frustrated with the lack of job opportunities after graduation, causing some to feel disgruntled about the school's present state.


An Artists Institute student handling a sound boom

Many former students worked on the production of Gessica Généus' film "Freda," which was a huge film festival success worldwide. Nonetheless, Généus has had her fair share of challenges getting her film distributed even with Francis Ford Coppola's support.

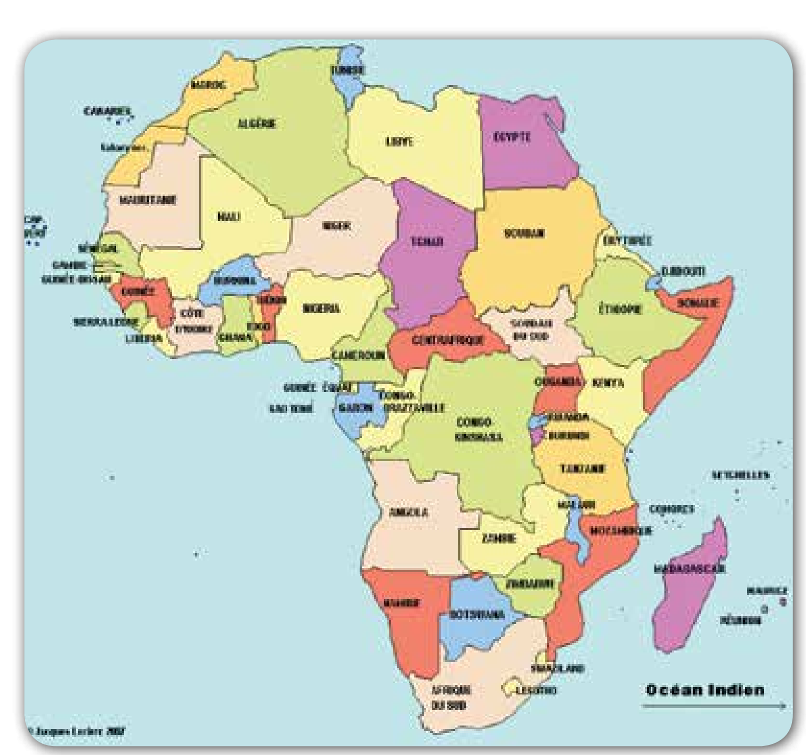
I took on this role of leading Artists Institute because I see it as a gift to artists, to the city of Jacmel, and to Haiti, and it's up to us artists to continue the legacy. The University of Miami film department never provided postgraduate support for me. I learned my hustling skills from the streets of Harlem and my mom. I knew that the entrepreneurial aspect had been missing with the institute, and quite frankly all film schools.

Any big venture, especially one in Haiti which must seek some backing from foreigners, faces great challenges. I hope to attract partnerships that will provide ongoing mentorship, networking opportunities, and resources to help the entire Haitian film and music industry navigate the professional landscape. I hope to advance the quest to establish Jollywood by creating funding opportunities and developing and executing local Haitian stories. The Dominican Republic has a budding film industry. Its government's created a Film Commissioner position, and the DR has dedicated its resources to the development and promotion of the Dominican film industry since 2014. Now, the Dominican Republic is producing many films and attracting foreign production companies to shoot in their country. While today Haiti doesn't even have a single elected official and the current government is greatly contested, one day Haiti should also have a Film Commissioner.

All these ideas will require a strong and resourceful squad to make them happen. In the meantime, I am using the GoFundMe platform as an emergency measure to raise funds quickly to cover my monthly expenses while I search for the dream-team that will bring all these big ideas to life. I dream of turning the next chapter of Artists Institute into an educational and artistic space, regardless of Haiti's current state. If my ancestors accomplished the unimaginable in their lifetimes, why can't I? But I know this undertaking is going to need the same winning formula as the Haitian motto states on our flag – "*L'union fait la force*" – with Unity, there is Strength. This is my solidarity project.

Rachelle Salnave is an independent filmmaker and Executive Director of Artists Institute in Jacmel, Haiti. Her GoFundMe link is: www.gofundme.com/f/artists-lovers-of-haiti-for-artists-institute.

L'AFRIQUE OUVRE LA VO
ET À LA MUI



L'Afrique a formé un bloc politique et économique ; le chemin est marqué pour l'Amérique latine

Par Eder Peña

Le continent africain, tout comme le continent américain, a été soumis à la colonisation et à l'intervention des nations européennes, et bien que les processus aient été différents, il existe des liens communs entre les deux histoires, tout comme avec l'Asie.

L'un de ces canaux est le commerce des esclaves qui a eu lieu de l'Afrique vers l'Amérique entre le XVIe et la fin du XIXe siècle. Un autre est la division internationale du travail actuelle, cet ordre mondial dans lequel les métropoles européennes ont imposé aux deux continents le rôle d'enclaves extractives, quel que soit le modèle économique impliqué.



L'Union africaine (UA) est devenue un pôle dans le monde multipolaire émergent (Photo : Archives)

L'indépendance incomplète et le prisme de la supériorité raciale

Depuis la fin du XIXe siècle, le développement européen s'est beaucoup basé sur le pillage des terres africaines et la vente de ses habitants. De plus, de nombreux hommes africains se sont enrôlés pour combattre dans les guerres de leurs colonisateurs : des milliers de soldats de ce continent ont participé aux deux "grande" guerres. Après cette confrontation dans le Nord global, l'effet a été imminent. Une vague anticoloniale a balayé l'Afrique, à laquelle la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Portugal et d'autres puissances impériales ont répondu en fonction de leurs circonstances politiques et économiques. Tous ont fait face à une résistance nationaliste, aucun n'a accepté sans pression interne d'accorder l'indépendance à leurs colonies. La plupart des mouvements anticoloniaux ont utilisé des tactiques non violentes, bien que la France et la Grande-Bretagne aient répondu par la répression, ce qui a dégénéré en luttes armées pour l'indépendance nationale dans les années 1950 et 1960.

Les soulèvements armés à Madagascar, en Algérie et au Cameroun ont été brutalement réprimés par les Français. La Grande-Bretagne a utilisé des méthodes draconiennes pour réprimer l'insurrection des Mau Mau au Kenya en massacrant la population civile vivant dans les zones contrôlées par les rebelles.

Les deux puissances ont finalement accédé aux demandes d'indépendance de l'Afrique, en comptant sur leur capacité à transférer le pouvoir politique à des gouvernements africains disposés à protéger leurs intérêts économiques et politiques. Pendant ce temps, la Belgique et le Portugal ont choisi de protéger leurs intérêts par des moyens militaires, à travers de longues guerres pour résister à la décolonisation dans le cas du Portugal, ou en intervenant de manière sanglante comme l'a fait la Belgique au Congo déjà indépendant.

La présence de colons blancs a modifié la dynamique de toutes les luttes pour l'indépendance en Algérie française, en Angola et au Mozambique portugais, en Rhodésie britannique (l'actuel Zimbabwe), en Afrique du Sud dominée par les Afrikaners et en Namibie, ce qui a entraîné des guerres de libération nationale prolongées impliquant des facteurs de la guerre froide : les États-Unis, la Chine, Cuba et l'Union soviétique.

En particulier, la présence des États-Unis dans les processus politiques en Afrique s'est intensifiée dans les années 1970. Depuis l'establishment occidental dirigé par Washington, l'élan gagné par les mouvements nationalistes africains était considéré avec méfiance et était ciblé pour extermination par la CIA, comme dans le cas de Lumumba, considérant qu'ils étaient le produit d'une "subversion communiste externe". L'Afrique était perçue à travers le prisme des droits des minorités blanches et de la guerre froide. Cela s'est traduit par une nouvelle forme d'intervention au cours de cette décennie : les coups d'État. En mars dernier, le général américain Michael Langley, chef du Commandement africain des États-Unis (Aricom), a admis devant le Comité des services armés de la Chambre des représentants américaine que près de 1% du personnel militaire formé par les forces armées américaines avait participé au renversement de dirigeants politiques en Afrique. Une enquête systématique publiée en 2003 a révélé qu'entre 1956 et 2001, 188 coups d'État ont eu lieu en Afrique, auxquels s'ajoutent les 44 qui ont eu lieu depuis lors jusqu'en 2021, soit un total de 232, à un rythme de 3,5 par an sur tout le continent.

Quant à elle, pendant la Guerre froide, l'URSS s'est intéressée à la décolonisation du "Tiers Monde" car cela offrait la possibilité de nouer de nouvelles alliances dans la lutte contre l'impérialisme occidental. Depuis Moscou, on soutenait que le retard des nations émergentes était le résultat de l'exploitation capitaliste et on considérait que l'élimination du capitalisme colonial était nécessaire pour leur avancement, de sorte que le triomphe de la libération nationale sur l'impérialisme était une condition préalable à l'intégration et à la victoire du socialisme sur le capitalisme.

La ruée vers l'Afrique, entre intervention et contrôle

La surveillance des gouvernements africains découle des intérêts des entreprises étrangères gérés par l'ancienne et la nouvelle configuration coloniale. La notion de "cour arrière" promue par le Nord mondial s'étend à ce continent, accentuant la négligence, ce qui a élargi les conditions génératrices de la pauvreté et de la marginalisation mondiales, ainsi que les mécanismes multifactoriels d'extorsion politique et économique.

Il devient de plus en plus évident que cet arrangement des frontières est utilisé aujourd'hui par l'Occident pour imposer la doctrine du choc : les États-Unis et leurs satellites ont profité de l'ébullition interethnique pour accroître leur influence et leur contrôle en Afrique, ainsi que pour déconfigurer toute initiative ou gouvernement cherchant une voix propre sur le continent, comme ce fut le cas avec Kadhafi. Non seulement l'assassinat vulgaire de ce dirigeant et la destruction conséquente de la Libye, mais également la fourniture - parfois - d'armes et de logistique à des groupes extrémistes tels que Boko Haram, la "formation" de personnel militaire au service du changement de régime, l'établissement de mécanismes de pouvoir doux via des ONG pour contrôler les systèmes agroalimentaires, et d'autres formes de "coopération" qui perturbent les intérêts des puissances mondiales émergentes telles que la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud elle-même.

En particulier, les efforts de ce pays pour prendre des initiatives de paix, comme cela s'est produit en Libye et récemment en Ukraine. Le journaliste Nick Turse a enquêté sur la manière apparemment silencieuse dont le Commandement américain pour l'Afrique (Africom) est intervenu sur le continent. Son expansion opérationnelle a augmenté parallèlement au terrorisme et cela ne semble pas être une coïncidence. Ce bras militaire a été créé, selon son premier commandant, le général William Ward, pour "être un type de commandement différent" : moins dur, plus proche du Corps de la paix. « *Africom se concentre sur la prévention des guerres* », a déclaré Theresa Whelan, secrétaire adjointe à la Défense pour les affaires africaines, en 2007, « plutôt que de combattre la guerre ».

Cependant, entre 2013 et 2017, les commandos américains ont été engagés dans des combats dans au moins 13 pays africains - le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Kenya, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tunisie.



L'expansion du Commandement américain pour l'Afrique a "coïncidé" avec l'augmentation des groupes extrémistes dans le G5 Sahel

À la suite d'une embuscade en 2017 perpétrée par des militants de l'État islamique contre des troupes américaines au Niger, qui a coûté la vie à quatre militaires, le sénateur républicain Lindsey Graham, alors membre du Comité des services armés du Sénat, a déclaré : « *Nous ne savons pas exactement ce que nous faisons et où nous en sommes dans le monde, sur le plan militaire.* »

Au cours de cette décennie, les États-Unis ont mené au moins 36 opérations et activités mentionnées ci-dessus en Afrique, plus que n'importe où ailleurs dans le monde, y compris au Moyen-Orient. Précisément, les Nations Unies ont dénoncé en 2022 que le bassin du lac Tchad, qui borde le pays du même nom, le Nigeria, le Niger et le Cameroun, est la plus grande zone d'opérations de l'État islamique, tandis que les zones du Sahel sont "ingouvernables" et que la Somalie reste l'"épicentre" de l'État islamique en Corne de l'Afrique.

Bien que les responsables du Pentagone l'aient nié à plusieurs reprises, Turse a révélé des données sur le réseau de bases militaires en Afrique, notamment des bases de drones au Niger, au Cameroun et dans la Corne de l'Afrique. Il existe également un réseau secret de postes d'espionnage de l'Agence de sécurité nationale (NSA) en Éthiopie et au Mali.

Il est classique pour l'Occident de maintenir le chaos dans des régions où le différend géostratégique est crucial. Dans le G5 Sahel, qui comprend le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, la Chine a des intérêts géopolitiques et la Russie a déployé des programmes de coopération en matière de sécurité. Le Niger détient entre 5 % et 7 % de l'uranium de la plus haute qualité au monde et les cinquièmes réserves mondiales les plus importantes. Le Mali dispose de 4 millions de tonnes de lithium et de 1,63 tonne de bauxite en 2017, ce qui se traduit par 572 tonnes d'aluminium, 2 millions de tonnes de minerai de fer, 800 tonnes d'or, de manganèse et 10 millions de tonnes de calcaire. Le Tchad possède de l'eau, un atout particulièrement précieux dans cette partie du monde. Le Burkina Faso et le Tchad ont connu des troubles au cours des deux dernières années, le Mali en a connu deux, et le Niger a fait l'objet d'une tentative "manquée" en 2021.

Le fardeau de la dette et la tutelle financière

Dans une grande partie de l'Afrique, il existe des États reconnus internationalement comme souverains, mais qui demeurent assez dépendants des métropoles coloniales. Les mécanismes de domination sont divers, mais les mécanismes économiques sont peut-être les plus visibles, aux côtés des mécanismes culturels. Ils vont de la couche dirigeante autochtone, nombre d'entre eux étant des alliés objectifs du capital transnational, bien qu'il existe des frictions internes très dynamiques ; aux relations serviles médiatisées par la dette extérieure de plus de 450 milliards de dollars contractée par le continent envers des entités telles que



Pour Hugo Chávez, la coopération Sud-Sud était essentielle pour que l'Afrique et l'Amérique latine forment un pôle de puissance

IE À L'AMÉRIQUE LATINE LTIPOLARITÉ



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa et le président sénégalais Macky Sall en Ukraine et en Russie

le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Actuellement, entre 15 % et 30 % de leurs maigres budgets sont consacrés au paiement des intérêts élevés de leur dette étrangère, même lorsque les organisations internationales et certains pays annoncent des réductions et des reports. Aucun des dix pays les plus endettés de la planète n'appartient au continent africain, mais ce sont toujours ceux qui rencontrent les plus grands problèmes pour honorer leurs paiements, a déclaré l'ancien président tanzanien Julius Nyerere : « *Devrions-nous vraiment laisser notre peuple mourir de faim pour payer nos dettes ?* »

L'expérience la plus ancienne d'une unité monétaire sur le continent est le franc CFA, une monnaie utilisée par 14 pays africains, la plupart ayant un passé colonial français (ou zone franc). Également appelée "Françafrique", cette monnaie a été créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour "faciliter le drainage des ressources de ces territoires conquis vers la métropole et, en même temps, assurer le contrôle économique de ces colonies", selon la journaliste Fanny Pigeaud, qui a publié le livre L'arme invisible de la Françafrique - une histoire du franc CFA en collaboration avec l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla.

Sa valeur est liée à celle de la monnaie utilisée en France, actuellement l'euro. Il existe deux versions : celle émise par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et celle de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Bien qu'elles aient la même valeur, elles ne sont pas interchangeables. La France est représentée dans les deux institutions, c'est pourquoi Sylla et Pigeaud affirment que cette monnaie a servi à la puissance européenne à reconnaître officiellement la souveraineté de ses anciennes colonies sans lâcher les rênes de leurs économies. Les deux banques sont tenues de déposer 50 % de leurs réserves internationales sur un "compte spécial" du Trésor français, qui garantit en retour la convertibilité des francs CFA en euros.

Bien qu'elle leur offre une "stabilité monétaire", chaque pays, évidemment pauvre, doit fixer la valeur de sa monnaie en fonction de la zone euro. De plus, bien qu'elle leur offre plus d'IDE, la France elle-même n'investit pas dans les pays de la "zone franc", qui ne reçoivent que 3,7 % des IDE français en Afrique.

La difficile transition vers l'union

Passer de la simple intégration à une union solide est le défi de nombreuses régions du Sud global, cela concerne l'Afrique, cela concerne l'Amérique latine. L'un des facteurs qui ont impacté ce processus en Afrique est la diversité de ses dirigeants, qui a un impact non seulement pour des raisons ethnoculturelles, mais aussi en raison des différents parcours à partir desquels des personnalités ont émergé et ont forgé une identité politique sur le continent.

Bien que dénigré de manière péjorative par la propagande occidentale, le tiers-mondisme en tant que concept a donné le ton aux dirigeants de différents pays dans le contexte de la recomposition de la deuxième période d'après-guerre et des débats sur le développement des différentes régions du monde.

Le concept, inventé en 1952 par le démographe et économiste français Alfred Sauvy, était utilisé pour décrire les inégalités sociales abyssales à l'échelle planétaire. Dans son livre Les nations plus sombres : Une histoire populaire du Tiers-Monde, Vijay Prashad affirme que ce n'était pas "un lieu", un espace géographique plus ou moins délimité, mais "un projet".

Le spectre des dirigeants africains s'est étendu des nationalistes tels que Julius Nyerere (Tanzanie), Kwame Nkrumah (Ghana), Patrice Lumumba (Congo), Modibo Keita (Mali), Gamal Abdel Nasser (Égypte) ou Ahmed Sékou Touré (Guinée) ; aux dirigeants militaires tels que Thomas Sankara (Burkina Faso) ou Mouammar Kadhafi (Libye) ; aux militants tels que Nelson Mandela (Afrique du Sud). De cette diversité ont émergé les forces qui ont mis l'union sur la bonne voie, non sans blessures, contradictions et guerres où l'Occident a presque toujours été la main qui déclenche les événements. Le non-alignement préconisé par bon nombre de ces dirigeants s'est traduit par un soutien moindre à l'hégémonie occidentale et un soutien accru à la cause régionale.

Lors d'un webinaire organisé par United World International sous le titre "L'Afrique et le multilatéralisme", avec la participation de journalistes et d'experts de différents pays, Doğan Duyar, expert de l'Afrique du Nord basé en Algérie, a déclaré : « *Le développement de l'Afrique se déroule par cycles d'environ 60 ans. Le continent a lutté pendant 60 ans pour l'indépendance politique vis-à-vis des puissances coloniales, obtenue dans les années 1960. Puis a suivi une autre vague, qui a également duré 60 ans, pendant laquelle les anciennes puissances coloniales et les nouvelles, la France et les États-Unis, ont établi une domination néocoloniale sur le continent. Aujourd'hui, la troisième vague a commencé, où des puissances émergentes telles que la Chine, la Russie et la Turquie soutiennent une nouvelle tendance à l'indépendance sur le continent* ».

Ses paroles résument l'avenir et le présent d'un continent de plus de 30 millions de kilomètres carrés et 1,32 milliard d'habitants. Peut-être l'espace le plus éloquent de ce que l'on a appelé la "quatrième lutte africaine" est l'Union africaine (UA). Cet espace a franchi une étape décisive lors de la 30ème session de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, fondée en mai 1963), qui s'est tenue à Tunis en juin 1994.

Depuis lors, la formation d'entités régionales avec des liens politiques et économiques plus étroits a été encouragée, poussée par "le besoin non seulement d'indépendance politique et d'amélioration des conditions de vie, mais aussi de libération de la dépendance économique et de la stagnation démocratique, qui ont empêché la prospérité dans la brève vie indépendante du continent", selon l'intellectuel guinéen Carlos Lopes.

L'UA a donné de la force à une identité géopolitique dans laquelle les différentes étapes et réalisations ont mis en évidence un rôle au-delà du monologue ethnocentrique de l'Occident. Son Acte constitutif a été adopté en juillet 2000 lors du sommet de Lomé (Togo) et signé par 53 chefs d'État africains, mais il est entré en vigueur lors du sommet de Lusaka (Zambie) en juillet 2001, après la ratification par le 36e État signataire, atteignant ainsi les deux tiers requis. Le pôle géopolitique important de l'unité continentale a été officiellement inauguré lors du sommet de Durban en Afrique du Sud en juillet 2002. En 20 ans, il a réalisé des progrès tels que :

Des politiques significatives en matière de paix, de sécurité et de commerce grâce à des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il s'agit de la plus grande zone de libre-échange au monde en termes de nombre de pays participants.

La Commission de l'UA, qui représente l'UA dans les différents forums multilatéraux, définit l'agenda et représente les intérêts africains dans les forums mondiaux aux côtés des Nations Unies (ONU) et de l'Union européenne (UE). Jusqu'à présent, au XXIe siècle, les économies africaines, qui ont résisté à la crise financière mondiale de 2008 et 2009, ont atteint des taux de croissance du PIB proches de 4 %.

La constitution en cours de la Banque centrale africaine (BCA), l'une des trois institutions financières de l'UA qui, aux côtés de la BEAC et de la BCEAO, acquerra progressivement des responsabilités du Fonds monétaire africain. Elle vise à promouvoir une participation plus active des États au commerce régional en offrant un soutien financier pour gérer les risques associés grâce à une plus grande intégration sociale et un commerce interrégional étendu.

Faits et chiffres

Le chemin du panafricanisme promu par l'ancien président du Ghana, Kwame Nkrumah (1960-1966), entre autres, a connu des revers, cependant, certaines voix se sont dissociées d'une certaine stagnation induite par le Nord :

En 2019, lors de l'Assemblée de l'Union africaine, le bloc politique des 55 États a exprimé son soutien au président Nicolás Maduro en tant que président légitimement élu. De plus, des manifestations en faveur du Venezuela face à l'agression extérieure ont été enregistrées au Mali, en Tunisie et en Namibie.

En février 2022, lors d'une session des Nations Unies au cours de laquelle un vote a été pris pour condamner l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, il y a eu 35 abstentions, dont 15 provenant de pays africains, tandis que 16 autres sur 40 s'y sont opposés.

En février dernier, le sommet s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, et a examiné le statut d'Israël en tant que membre observateur de l'UA et la cause palestinienne. Lors de ce 36ème sommet, le soutien total a été apporté au peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation israélienne. Ils ont également affirmé leur soutien à l'adhésion de la Palestine à l'ONU.

En mars dernier, le président de la Namibie (une ancienne colonie allemande), Hage Geingob, a répondu de manière catégorique à l'ambassadeur allemand, Herbert Beck, lorsque ce dernier lui a reproché la présence de ressortissants chinois dans le pays qu'il dirige. La réponse a été la suivante : « *Quel est votre problème avec ça, pourquoi est-ce un problème maintenant ? L'Europe considère cela comme un problème, mais ce n'est pas un problème pour nous.* »

Également en mars dernier, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a reproché à son homologue français, Emmanuel Macron, la position de Paris à l'égard du pays africain. Lors d'une conférence de presse conjointe, Tshisekedi a déclaré : « *Regardez-nous différemment, en nous respectant, en nous considérant comme de véritables partenaires et non toujours avec un regard paternaliste, avec l'idée de savoir toujours ce dont nous avons besoin.* »

Lors d'un discours au Parlement de Djibouti, le président kenyan, William Ruto, a remis en question la nécessité d'impliquer le dollar américain dans les activités commerciales et a souligné la nécessité d'abandonner la dépendance à cette monnaie. Ce faisant, il a appelé à l'utilisation des monnaies nationales africaines pour faciliter le commerce sur le continent.

L'épuisement de la relation tutélaire imposée par l'Occident a poussé un continent avec des dirigeants politiquement et idéologiquement disparates à prendre des positions dans sa propre direction, basées sur des intérêts centrés sur la réalité africaine.

La multipolarité dans les faits

Voici quelques données qui montrent comment la multipolarité se dessine en Afrique :

Selon la base de données des prêts chinois à l'Afrique de l'Université Johns Hopkins, les financiers chinois ont signé 1 188 engagements de prêts d'une valeur de 160 milliards de dollars avec les gouvernements africains et leurs entreprises publiques entre 2000 et 2020.

Le commerce bilatéral du Brésil avec l'Afrique en 2022 était inférieur d'un tiers à celui de 2013, lorsque les échanges atteignaient près de 30 milliards de dollars. Cependant, il est passé de 2 milliards à 10 milliards entre 2000 et 2010, et le gouvernement actuel de Lula a proposé d'intégrer l'UA en tant que membre du G20.

Selon le FMI, l'Afrique représentait 15 % de l'investissement total de l'Inde à l'étranger entre 2017 et 2019. Les flux d'IDE en provenance du sous-continent asiatique sont concentrés dans le secteur des services, qui représente près de 75 % du total. Dans son discours de clôture de la CELAC, le président chinois Xi Jinping a invité les 33 pays d'Amérique latine à faire partie des nouvelles Routes de la soie reliant l'Eurasie, l'Afrique et les Amériques.

Huit des 26 pays qui ont exprimé leur intention de rejoindre les BRICS sont africains : l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie et le Zimbabwe. Le plus récent a été l'Éthiopie, qui a soumis sa demande officielle pour rejoindre le groupe d'économies émergentes le 29 juin.

Les entreprises en croissance au Kenya ont levé plus d'un milliard de dollars au cours du premier semestre 2022, soit une augmentation de 422 % par rapport à l'année précédente. Ces entreprises, ainsi que celles du Nigeria, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud, ont levé ensemble 92 % de tous les investissements de haute technologie.

En juin dernier, une délégation de dirigeants africains dirigée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa et le président sénégalais Macky Sall s'est rendue en Ukraine et en Russie pour tenter de faciliter une fin de la guerre qui a éclaté en février 2022. L'initiative a été curieusement rendue invisible par le gouvernement polonais, qui a empêché pendant 24 heures le débarquement à Varsovie des journalistes sud-africains et des 120 agents de sécurité mobilisés par Ramaphosa pour la mission.

Et l'Amérique latine ?

L'Amérique latine dispose d'organisations régionales qui lui ont permis de progresser vers l'unité ; en réalité, cette inspiration a été incarnée par différentes initiatives qui ont été systématiquement sabotées par les États-Unis. Tant les États-Unis que l'UE ont réalisé la nécessité de regagner du terrain perdu après la crise de l'économie mondiale, ce qui a réduit leur influence et leur capacité à orienter les destins économiques de la région. Même si l'objectif est une intégration plus fonctionnelle que celle qui existe actuellement, la région a encore un long chemin à parcourir pour former des blocs permettant de surmonter la faiblesse des interdépendances économiques intra-régionales et de constituer un front régional doté de sa propre voix dans les processus et événements mondiaux. Un exemple est le fait que, tandis que l'UA cherche un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU, la région de l'Amérique latine n'aspire pas à cela en tant que bloc, mais plutôt que les pays plus grands avec des économies plus importantes, tels que le Brésil, l'Argentine et le Mexique, cherchent à franchir le pas avec le soutien du reste de la région et d'autres pays.

Il existe des initiatives qui ont favorisé des avancées vers la multipolarité, telles que les propositions de devises communes, les zones de libre-échange intrarégionales, les échanges sur différentes questions, l'adaptation aux changements climatiques, etc. Cependant, elles restent timides face à ce qui manque en termes d'unité et d'indépendance.

Il existe de nombreux facteurs communs avec l'Afrique : la dette en est un, tout comme l'importance de l'exportation de matières premières dans les systèmes économiques, la main-d'œuvre jeune et, surtout, la possession de ressources naturelles. Cependant, des questions telles que la souveraineté alimentaire et

suite à la page(16)

Chris Hedges : Ils ont menti sur l'Afghanistan et l'Irak ; maintenant ils mentent sur l'Ukraine



Prier pour la paix - par M. Fish

Par Chris Hedges

Le public américain a été escroqué, une fois de plus, pour déverser des milliards dans une autre guerre sans fin.

Le scénario que les proxénètes de la guerre utilisent pour nous entraîner dans un fiasco militaire après l'autre, notamment au Vietnam, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et aujourd'hui en Ukraine, ne change pas.

La liberté et la démocratie sont menacées. Le mal doit être vaincu. Les droits de l'homme doivent être protégés. Le sort de l'Europe et de l'OTAN, ainsi que celui d'un "ordre international fondé sur des règles", est en jeu. La victoire est assurée.

Les résultats sont les mêmes. Les justifications et les récits sont démasqués comme des mensonges. Les pronostics optimistes sont faux. Ceux au nom desquels nous sommes censés nous battre sont aussi vénaux que ceux que nous combattons.

L'invasion russe de l'Ukraine a été un crime de guerre, même si elle a été provoquée par l'expansion de l'OTAN et par le soutien apporté par les États-Unis au coup d'État du "Maïdan" de 2014, qui a chassé le président ukrainien démocratiquement élu, Viktor Ianoukovitch.

M. Ianoukovitch souhaitait une intégration économique avec l'Union européenne, mais pas au détriment des liens économiques et politiques avec la Russie. La guerre ne sera résolue que par des négociations permettant aux Russes ethniques d'Ukraine de bénéficier d'une autonomie et de la protection de Moscou, ainsi que de la neutralité de l'Ukraine, ce qui signifie que le pays ne peut pas adhérer à l'OTAN.

Plus ces négociations seront retardées, plus les Ukrainiens souffriront et mourront. Leurs villes et leurs infrastructures continueront d'être réduites en ruines.

Mais cette guerre par procuration en Ukraine est conçue pour servir les intérêts des États-Unis. Elle enrichit les fabricants d'armes, affaiblit l'armée russe et isole la Russie de l'Europe. Ce qui arrive à l'Ukraine n'a aucune importance.

"Premièrement, équiper nos amis en première ligne pour qu'ils puissent se défendre est un moyen bien moins coûteux – en dollars et en vies américaines – de réduire la capacité de la Russie à menacer les États-Unis", a admis le chef des Républicains du Sénat, Mitch McConnell.

« Deuxièmement, la défense efficace du territoire ukrainien nous enseigne comment améliorer les défenses des partenaires menacés par la Chine. Il n'est pas surprenant que les hauts fonctionnaires taïwanais soutiennent autant les efforts déployés pour aider l'Ukraine à vaincre la Russie.

Troisièmement, la plupart des fonds alloués à l'assistance à la sécurité de l'Ukraine ne vont pas à l'Ukraine. Il est investi dans l'industrie américaine de la défense. Il finance de nouvelles armes et munitions pour les forces armées américaines afin de remplacer le matériel plus ancien que nous avons fourni à l'Ukraine ».



La sous-secrétaire d'État Victoria Nuland et le secrétaire d'État Antony Blinken rencontrent des membres de la Rada ukrainienne à Kiev, le 6 mai 2021. (Département d'État/Ron Przysucha)

Soyons clairs : cette aide signifie plus d'emplois pour les travailleurs américains et des armes plus récentes pour les militaires américains".

Une fois que la vérité sur ces guerres sans fin pénètre dans la conscience publique, les médias, qui encouragent servilement ces conflits, réduisent considérablement leur couverture. Les débâcles militaires, comme en Irak et en Afghanistan, se poursuivent dans l'ombre. Lorsque les États-Unis concèdent la défaite, la plupart des gens se souviennent à peine que ces guerres sont menées.

Les souteneurs de la guerre qui orchestrent ces fiascos militaires migrent d'une administration à l'autre. Entre deux postes, ils s'installent dans des groupes de réflexion – Project for the New American Century, American Enterprise Institute, Foreign Policy Initiative, Institute for the Study of War, The Atlantic Council et The Brookings Institution – financés par des entreprises et l'industrie de la guerre.

Une fois que la guerre en Ukraine aura atteint sa conclusion inévitable, ces Dr. Strangeloves chercheront à déclencher une guerre avec la Chine. La marine et l'armée américaines menacent déjà la Chine et l'encerclent. Que Dieu nous vienne en aide si nous ne les arrêtons pas.

La rhétorique d'un vieux livre de recettes

Ces proxénètes de la guerre entraînent les Américains dans un conflit après l'autre avec des récits flatteurs qui présentent les États-Unis comme le sauveur du monde.

Ils n'ont même pas besoin d'être innovants. La rhétorique est tirée de l'ancien manuel de jeu. Les Américains avalent naïvement l'appât et embrassent le drapeau – cette fois-ci bleu et jaune – pour devenir des agents involontaires de notre auto-immolation.

La question de savoir si ces guerres sont rationnelles ou prudentes n'a plus d'importance, du moins pour les souteneurs de la guerre. L'industrie de la guerre se métastase dans les entrailles de l'empire américain pour le vider de l'intérieur. Les États-Unis sont vilipendés à l'étranger, croulent sous les dettes, ont une classe ouvrière appauvrie et sont accablés par des infrastructures délabrées et des services sociaux de piètre qualité.

L'armée russe n'était-elle pas censée s'effondrer il y a plusieurs mois, en raison d'un moral en berne, d'un commandement médiocre, d'armes obsolètes, de désertions, d'un manque de munitions qui aurait contraint les soldats à se battre avec des pelles, et de graves pénuries d'approvisionnement ?

Le président russe Vladimir Poutine n'était-il pas censé être chassé du pouvoir ? Les sanctions n'étaient-elles pas censées plonger le rouble dans une spirale mortelle ?

La coupure du système bancaire russe de SWIFT, le système international de transfert de fonds, n'était-elle pas censée paralyser l'économie russe ? Comment se fait-il que les taux d'inflation en Europe et aux États-Unis soient plus élevés qu'en Russie malgré ces attaques contre l'économie russe ?

Les quelque 150 milliards de dollars de matériel militaire sophistiqué et d'aide financière et humanitaire promis par les États-Unis, l'Union européenne et 11 autres pays n'étaient-ils pas censés inverser le cours de la guerre ?

Comment se fait-il que près d'un tiers des chars fournis par l'Allemagne et les États-Unis aient été rapidement transformés en morceaux de métal carbonisés par les mines, l'artillerie, les armes antichars, les frappes aériennes et les missiles russes dès le début de la prétendue contre-offensive ?

Cette dernière contre-offensive ukrainienne, connue à l'origine sous le nom d' "offensive de printemps", n'était-elle pas censée percer les lignes de front lourdement fortifiées de la Russie et reconquérir d'immenses pans de territoire ?

Comment expliquer les dizaines de milliers de victimes militaires ukrainiennes et la conscription forcée de l'armée ukrainienne ? Même nos généraux à la retraite et nos anciens responsables de la C.I.A., du F.B.I., de la NSA et de la sécurité intérieure, qui servent d'analystes sur des chaînes telles que CNN et MSNBC, ne peuvent pas dire que l'offensive a réussi.

Protéger la "démocratie

Qu'est-il de la démocratie ukrainienne que nous nous efforçons de protéger ? Pourquoi le Parlement ukrainien a-t-il révoqué l'utilisation officielle des langues minoritaires, y compris le russe, trois jours après le coup d'État de 2014 ? Comment rationaliser les huit années de guerre contre les Russes ethniques dans la région du Donbass avant l'invasion russe de février 2022 ?

Comment expliquer le meurtre de plus de 14 200 personnes et le déplacement de 1,5 million de personnes avant l'invasion russe de l'année dernière ?

Comment défendre la décision du président Volodymyr Zelensky d'interdire 11 partis d'opposition, dont la Plate-forme d'opposition pour la vie, qui disposait de 10 % des sièges au Conseil suprême, le parlement monocaméral ukrainien, ainsi que le parti Shariy, Nashi, le bloc d'opposition, l'opposition de gauche, l'Union des forces de gauche, le parti d'État, le parti socialiste progressiste d'Ukraine, le parti socialiste d'Ukraine, le parti socialiste et le bloc Volodymyr Saldo ?



Le président Volodymyr Zelensky, lors d'une réunion conjointe du Congrès en décembre 2022, remettant à la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, un drapeau ukrainien signé par les soldats ukrainiens qui se sont battus à Bakhmut. (Bureau du président de la Chambre des représentants)

Comment pouvons-nous accepter l'interdiction de ces partis d'opposition – dont beaucoup sont de gauche – alors que Zelensky permet aux fascistes des partis Svoboda et Secteur droit, ainsi qu'au Banderite Azov Bataillon et à d'autres milices extrémistes, de prospérer ?

Comment faire face aux purges anti-russes et aux arrestations de supposés "cinquièmes colonnes" qui balayent l'Ukraine, alors que 30 % des habitants de l'Ukraine sont russophones ?

Comment répondre aux groupes néo-nazis soutenus par le gouvernement de Zelensky qui harcèlent et attaquent la communauté LGBT, la population rom, les manifestations antifascistes et menacent les membres du conseil municipal, les médias, les artistes et les étudiants étrangers ?

Comment pouvons-nous approuver la décision des États-Unis et de leurs alliés occidentaux de bloquer les négociations avec la Russie pour mettre fin à la guerre, alors que Kiev et Moscou sont apparemment sur le point de négocier un traité de paix ?

En 1989, lors de l'éclatement de l'Union soviétique, j'ai effectué un reportage en Europe centrale et orientale. Nous pensions que l'OTAN était devenue obsolète.

Le président Mikhaïl Gorbatchev a proposé des accords économiques et de sécurité avec Washington et l'Europe. Le secrétaire d'État James Baker de l'administration de Ronald Reagan, ainsi que le ministre ouest-allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, ont assuré à Gorbatchev que l'OTAN ne serait pas étendue au-delà des frontières d'une Allemagne unifiée.

Nous pensions naïvement que la fin de la guerre froide signifiait que la Russie, l'Europe et les États-Unis n'auraient plus à consacrer des ressources massives à leurs armées.

Les soi-disant dividendes de la paix n'étaient toutefois qu'une chimère.

Si la Russie ne voulait pas être l'ennemi, elle serait forcée de le devenir. Les souteneurs de la guerre ont recruté les anciennes républiques soviétiques dans l'OTAN en présentant la Russie comme une menace.

Les pays qui ont rejoint l'OTAN, à savoir la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Croatie, le Monténégro et la Macédoine du Nord, ont reconfiguré leurs armées, souvent grâce à des dizaines de millions de prêts occidentaux, pour les rendre compatibles avec le matériel militaire de l'OTAN. Les fabricants d'armes ont ainsi réalisé des milliards de dollars de bénéfices.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, tout le monde a compris en Europe centrale et orientale que l'expansion de l'OTAN était inutile et constituait une dangereuse provocation. Elle n'avait aucun sens sur le plan géopolitique. Mais elle avait un sens commercial. La guerre est un business.

Dans un câble diplomatique classifié – obtenu et publié par WikiLeaks – daté du 1er février 2008, rédigé depuis Moscou et adressé aux chefs d'état-major interarmées, à la coopérative OTAN-Union européenne, au Conseil de sécurité nationale, au collectif politique Russie-Moscou, au secrétaire à la défense et au secrétaire d'État, il est clairement entendu que l'expansion de l'OTAN risque d'entraîner un conflit avec la Russie, en particulier au sujet de l'Ukraine.

« Non seulement la Russie perçoit un encerclement [par l'OTAN] et des efforts visant à saper l'influence de la Russie dans la région, mais elle craint également des conséquences imprévisibles et incontrôlées qui affecteraient gravement les intérêts de sécurité de la Russie », peut-on lire dans le câble.

« Les experts nous disent que la Russie craint particulièrement que *suite à la page(16)*

Accord de Paris : Vietnam-États-Unis 1973, la paix à quel prix ?



Henry Kissinger (à droite), Lê Dúc Tho (au centre) et Xuân Thuy (à gauche) se serrent la main lors de la signature des accords de Paris.

Par Antoine Coppolani

Il y a cinquante ans, le 27 janvier 1973, étaient signés les accords de Paris sur la paix au Vietnam. Alors que les États-Unis ont déclenché un déluge de feu.

Après vingt ans de guerre, les accords de Paris sur la paix au Vietnam furent signés le 27 janvier 1973, entre la République démocratique du Vietnam (Nord-Vietnam communiste avec Hanoï comme capitale), la République du Vietnam de Saigon (Sud-Vietnam soutenu par les États-Unis), le gouvernement provisoire du Vietnam (les opposants communistes du Sud, ou Viêt-cong) et les États-Unis. Le prix Nobel de la Paix fut décerné à Lê Dúc Tho, le négociateur nord-vietnamien (qui le refusa) et à Henry Kissinger, son homologue américain (qui l'accepta).

Un ton martial

Le parcours pour en arriver là fut long. A l'été 1969, l'administration de Richard Nixon avait entamé des négociations secrètes avec le Nord-Vietnam. Elles étaient restées stériles jusqu'en 1972, année où Nixon et Kissinger déplacèrent la focale du conflit en se rendant en Chine et en URSS. Avec l'avènement de la diplomatie triangulaire (Washington, Moscou, Pékin) et l'entrée du monde dans la détente, les États-Unis avaient désormais les mains plus libres au Vietnam. En 1972, les Vietnamiens lancèrent une grande offensive de printemps contre le Sud. De leur côté, les Américains avaient dû faire des concessions et renoncé à leur exigence d'un retrait mutuel de leurs troupes et de celles des communistes du Sud-Vietnam. Ce serait un retrait unilatéral de leur part qui interviendrait.

Là apparaissait une caractéristique majeure des futurs accords de Paris. Le Sud-Vietnam continuerait d'exister après le départ des Américains, mais sa souveraineté serait limitée par une structure dite en « peau de léopard ». Des zones entières demeureraient sous contrôle des forces communistes ravitaillées par le Nord, autant de foyers d'insurrections possibles.

Lê Dúc Tho arriva en position de force à Paris pour rencontrer Kissinger le 30 avril 1972, adoptant un ton martial. Il exigeait que les Américains cessent leurs opérations sur le Nord-Vietnam et qu'ils fixent une date butoir pour le départ de leurs troupes du Sud. Dès le lendemain, le 1er mai, la victoire communiste à Quang Tri renforça son avantage. Dès lors, la rencontre du 2 mai entre Kissinger, Tho et le ministre des Affaires étrangères du Nord-Vietnam Xuân Thuy tourna au dialogue de sourds. Puisque les Américains n'avaient pas de nouvelles propositions, il n'y avait rien à discuter. Kissinger avait ouvert les débats en déclarant qu'il ne pourrait négocier « avec un revolver sur la tempe ». Les débats furent ajournés.

Les États-Unis déclenchèrent alors une contre-offensive militaire le 10 mai. L'opération Linebacker dura jusqu'au 22 octobre : plus de 9 000 missions aériennes larguèrent 17 876 bombes, soit approximativement 150 000 tonnes d'explosifs, sur le Nord-Vietnam. Kissinger qualifie dans ses Mémoires ces décisions comme « l'une des plus belles heures de la présidence Nixon ». Le président réussit là l'un des « coups d'audace » (bold strokes) dont il se glorifiait.

Au fil de l'été 1972, les pertes du Nord-Vietnam et de ses alliés du Viêtcong étaient gigantesques. Lê Dúc Tho reconnut très vite avoir été pris de court par la réponse militaire des Américains. Washington comme Hanoï considérèrent que la diplomatie était la solution pour sortir du conflit dans les meilleures conditions. Les Américains sollicitèrent la reprise des pourparlers. Kissinger rencontra Lê Dúc Tho à trois reprises, entre le 19 juillet et le 14 août 1972. Le Nord-Vietnamien n'exigeait même plus l'arrêt des bombardements américains ni une date butoir pour le départ des forces américaines.

Pilonner pour négocier

C'est dans ce contexte que, le 8 octobre 1972, un premier accord fut conclu. Pour la première fois, Lê Dúc Tho dévoila un projet de paix complet comportant d'importantes concessions. Hanoï ne demandait ni la déposition du président du Sud-Vietnam Nguyên Van Thiêu, ni un gouvernement de coalition, ni même un droit de veto sur la composition du gouvernement de transition au Sud. En échange, le Nord-Vietnam souhaitait la constitution d'une structure administrative pour superviser l'application de l'accord après le cessez-le-feu et refusait de retirer ses propres troupes du Sud. Durant le mois d'octobre 1972, Nixon avait maintenu les bombardements et eut du mal à faire accepter l'accord à Thiêu.

Les nouvelles négociations aboutirent à une impasse en décembre. Parmi les problèmes soulevés par les revendications du Sud se posait la question de la zone démilitarisée et de la ligne de démarcation. Le Sud avait exigé le retrait des troupes du Nord de son territoire et souhaitait que la ligne soit inviolable.

Le 14 décembre 1972, Nixon ordonna la reprise des bombardements au nord du 20e parallèle et, surtout, le recours aux B-52 sur Hanoï et Haiphong. L'opération, baptisée Linebacker II, devait annihiler la volonté de combattre du Nord et démontrer au Sud que les États-Unis étaient résolus à frapper très sévèrement le Nord en cas de non-respect des clauses de l'accord de paix. Du 18 au 29 décembre 1972, avec une pause le 25, les « bombardements de Noël », comme ils furent appelés par la presse, se traduisirent par le largage d'approximativement 15 000 tonnes de bombes par les B-52 et de 5 000 tonnes supplémentaires par les chasseurs-bombardiers.

Lê Duan, le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, reconnut que Linebacker II était parvenu à détruire les fondements économiques de son pays. Le 26 décembre 1972, tout en condamnant ces « bombardements d'extermination », les Nord-Vietnamiens contactèrent les Américains pour une reprise des négociations. Les pourparlers furent organisés le 8 janvier 1973 et débouchèrent sur la signature des accords de Paris, le 27 janvier. Retrait des troupes américaines ; retour des prisonniers de guerre ; cessez-le-feu en l'état au Sud ; arrêt des bombardements du Laos et du Cambodge (théoriquement neutres pendant la guerre vietnamo-américaine, mais sur lesquels le conflit s'étendait) : tels en étaient les traits principaux - peu différents de ce qui avait été négocié. Les États-Unis firent une concession majeure : Hanoï pouvait maintenir ses près de 100 000 soldats, postés dans le Sud. Hélas, à peine signés, les accords furent violés par les deux parties, notamment sur le terrain du Sud-Vietnam. Et les bombardements américains redoublèrent d'intensité sur le Cambodge.

Le Nord-Vietnam n'avait jamais exclu la possibilité de prendre le Sud par la force, malgré les accords signés en 1973. Hanoï suivait de près la politique américaine, surtout la décision du Congrès de limiter le pouvoir du président d'engager la guerre (War Powers Resolution, novembre 1973) ; et la destitution et démission du président Nixon en 1974, lors de l'affaire du Watergate. Convaincu que le nouveau président Ford n'interviendrait pas, Lê Dúc Tho supervisa personnellement, en 1975, l'offensive finale, dite « offensive Hô Chi Minh », qui aboutit à la chute de Saigon, le 30 avril, et du gouvernement sud-vietnamien. A Phnom Penh, les Khmers rouges l'avaient devancé en s'emparant de la ville, le 17 avril 1975. Et en décembre le Laos tombait aux mains des communistes du Pathet Lao.

La paix négociée en 1973 était bel et bien une paix factice. Le retrait des États-Unis et la cessation des bombardements auraient pu laisser espérer un soulagement pour les populations. Mais pour leurs anciens alliés vietnamiens, et encore plus cambodgiens, s'ouvrit de nouveau la porte des enfers.

*Antoine Coppolani est professeur à l'université de Montpellier.

Histoire Janvier 2023

Les Droits de l'Homme, un si bon business



Les géants de l'humanitaire

Par Guy Mettan

Les mauvais comptes du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a plus que doublé son chiffre d'affaires en dix ans (à près de trois milliards de francs) pour se retrouver plongé dans un déficit de plusieurs centaines de millions de francs au début de cette année, aura au moins eu l'avantage de montrer que l'humanitaire pouvait être un très bon business. Pour les cadres dirigeants en tout cas. On a ainsi appris que le salaire du président atteignait 437 mille francs par an (sans les frais) et celui du directeur plus de 300 mille. L'Etat de Genève, d'habitude sourcilleux quand il s'agit de la gestion des petites associations, vient de repasser le couvert pour 39 millions de francs sans se demander pourquoi le président du CICR gagnait autant alors que la loi cantonale sur les subventions limite pourtant les honoraires des dirigeants des organisations sans but lucratif.

Mais si les géants de l'humanitaire, la Fondation Gates, WorldVision, Oxfam, Care International, MSF, CICR et autres brassent des milliards, ils ne sont pas les seuls à faire leur beurre dans le non-lucratif. Les organisations de défense des droits de l'Homme font aussi très fort. Certes les revenus y sont moins élevés. Mais celui des plus grandes, tels Amnesty et Human Rights Watch par exemple, se monte tout de même à 300 millions et à 85 millions. Plus surprenant, les salaires y sont encore plus élevés que dans l'humanitaire. Kenneth Roth, patron de HRW pendant 27 ans, gagnait ainsi plus 620 000 dollars au moment de son départ l'an dernier. Et Irene Khan, la patronne d'Amnesty, a été récompensée par une gratification de 533 000 livres lorsqu'elle a quitté son organisation de bienfaisance avant de se refaire une santé comme rapporteure spéciale de l'ONU pour la liberté d'expression. A ce prix, on peut espérer que les victimes des « autocraties » que ces organisations sont censées secourir sont bien défendues.

Mais est-ce bien sûr ? Dans un livre qui vient de sortir aux Etats-Unis (The Human Rights Industry, Clarity Press), l'expert genevois Alfred de Zayas décortique, analyse et met en évidence les comportements et, trop souvent, les partis pris et les biais dont ces organisations font preuve en dépit de leur impartialité et de leur indépendance proclamée. De la Cour pénale internationales (budget : 150 millions d'euros) entièrement financée par les pays occidentaux et les membres de l'OTAN, aux officines d'information financées par les services de renseignement et les ministres de la défense (tel le site Bellingcat très prisé par les grands médias européens) en passant par la myriade d'ONG et d'organismes plus ou moins officiels qui gravitent autour des Nations Unies, il brosse un tableau pour le moins contrasté de leurs activités. Nombre d'entre eux se trouvent compromis par leur trop grande proximité avec les bailleurs de fonds, qu'ils soient d'origine gouvernementale ou privée. C'est notamment le cas des plus actives telles que la Fondation Gates, Open Society de George Soros ou la Fondation Oak d'Alan M. Parker.

Le risque d'instrumentalisation politique de la cause du Bien est partout présent. On ne compte plus le nombre de séminaires consacrés à la philanthropie, celle-ci étant devenue une activité très prisée depuis que les milliardaires ne savent plus que faire de leur argent. Appâtés par le gain, les potentiels bénéficiaires se pressent au portillon. La concurrence fait rage. C'est qui aura le plus gros budget marketing et « plaidoyer » (entendez lobbying) pour séduire les donateurs. On peut s'en féliciter. Ou regretter que trop souvent l'adage « charité bien ordonnée commence par soi-même » soit pris trop à cœur.

Arrêt sur info — 06 juillet 2023

Une nouvelle flotte de F-35 à Israël financée par l'aide américaine



Un F-35 sur la base aérienne Nevatim, dans le sud d'Israël, le 14 juillet 2019

Par Dave DeCamp

L'accord porte sur 25 avions et son coût est estimé à 3 milliards de dollars.

Le ministère israélien de la Défense a déclaré dimanche qu'Israël allait acquérir une troisième flotte d'avions de combat F-35 fabriqués par Lockheed Martin en utilisant des fonds d'aide militaire américains.

L'achat de 25 avions de combat F-35 est estimé à environ 3 milliards de dollars et sera effectué par le biais du Foreign Military Financing (FMF), un programme du département d'État américain qui permet aux gouvernements étrangers d'acheter des armes américaines.

L'industrie israélienne de l'armement bénéficiera également de cet accord. Le ministère israélien de la défense a déclaré que, dans le cadre de l'accord, Lockheed Martin et le motoriste Pratt & Whitney « se sont engagés à impliquer les industries de défense israéliennes dans la production des composants d'aéronefs vendus ».

« Ce nouvel accord garantira la poursuite de la coopération entre les entreprises américaines et les industries de défense israéliennes dans la production de pièces d'avion », a ajouté le ministère israélien de la défense.

Les États-Unis et Israël ont signé un protocole d'accord en 2016 qui accorde à Israël 33 milliards de dollars en FMF et 5 milliards de dollars d'aide pour les systèmes de défense antimissile sur 10 ans. Le protocole d'accord couvre les années fiscales 2019 à 2028, accordant à Israël 3,8 milliards de dollars d'aide militaire par an.

En 2022, Israël a obtenu des États-Unis une aide militaire supplémentaire d'un milliard de dollars pour son système de défense antimissile Iron Dome. Israël a demandé un milliard de dollars d'aide supplémentaire à la suite d'une campagne de bombardements à Gaza en mai 2021 qui a tué au moins 256 Palestiniens, dont 67 enfants.

Afrique Asie 5 juillet 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Lubenson YACINTHE, d'avec son épouse née Johanne Stephanide FANORD pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taifer, de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt-deux Juin deux mille vingt-deux, en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège
Il est ordonné .....etc.....
En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen des pièces du dossier au vu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public accueille l'action du requérant parce que juste et fondée
Maintient le défaut octroyé à l'audience précitée contre la défenderesse pour faute de comparaître; Au fond, admet le divorce des époux Jean Joseph Hudson Bassinet, femme née Diane Joseph Charles pour abandon du toit conjugal. En conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux pour injures graves et publiques et ce, aux torts de l'épouse. Ordonne à l'Officier d'état Civil de Jacmel de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait du dispositif sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens en raison de la qualité des parties. Commet l'huissier Enest SAMEDY de ce siège pour la signification du Jugement à la partie défaillante.
Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Frantz Elmorin, Juge du Tribunal de Première Instance de Jacmel en audience civile extraordinaire du Lundi trente et un mai deux mille vingt et un, en présence du M.P. et avec l'assistance de notre Greffier Jean Robert Alexandre
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, Accueille l'action de la requérante la dame Jean Phanord DESULME, née Rose Manie DESIR pour être juste et fondée; maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de la dame Jean Phanord DESULME, née Rose Manie DESIR d'avec son époux Jean Phanord DESULME pour injures graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section EST de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y
échet; Commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET de ce Tribunal pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Legroise AVRIL, Juge en audience civile, ordinaire et publique, séance tenante du mercredi vingt-huit Juillet deux mille vingt et un, en présence de
Me Québex JEAN, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Junior Souvens THELEMAQUE, greffier du siège
Il est ordonné.... etc.....
En foi de quoi....etc....
Me Jean Bazelais BEAUVOIR, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public accueille l'action du requérant pour être juste et fondée; Maintient le défaut requis et octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée. Pour le profit, déclare fondée la dite action; Admet le divorce du sieur James OXCEVA d'avec son épouse la dame née Marie France JOSEPH pour incompatibilité de caractères aux torts exclusifs de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'État Civil de Mirebalais de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers si le cas y échet; Commet un huissier de ce Tribunal pour la signification du présent jugement: Compense les dépens en raison de la qualité des parties.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Sorel DUMORNAY, Doyen du Tribunal de Première Instance de Mirebalais, juge en audience publique, ordinaire et civile de divorces du vendredi 22 juillet 2022, An 219 de l'Indépendance en présence de Me Jean Thomas LANS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté de Yvon Dominique MONNAY, greffier de siège.
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi.....etc....
Yvon Dominique MONNAY
Greffier

PAR CES MOTIFS

Nous Me Paul Wesley, juge en siège à l'audience publique de divorce du lundi six (06) Novembre deux mille vingt deux(2022), sur les conclusions conformes du Ministère Public, représenté par le Magistrat Roger Simplice, maintenons le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse. Admettons le divorce de la dame Annette PAULEUS d'avec son époux Duroc Albert, Prononçons en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux, conformément aux termes des articles 217 et suivant du code civil. Ordonnons à l'officier de l'Etat civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commettons l'huissier Jacob MEDE de ce tribunal pour la signification de ce présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Magistrat Paul Wesley, juge en audience civile, ordinaire
et publique en matière de divorce du lundi six (06) Novembre 2022, An 217 de l'indépendance, en présence du Magistrat Roger SIMPLICE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Adrien Daniel, greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré au vœu de la loi, maintient les défauts octroyés aux audiences des jeudi 20 avril et 4 mai 2023 contre les nommés Jean Berthony Guerrier et Jean Ronald Charlemagne et juge à charge d'appel. En conséquence, ordonne la continuation de l'opération d'arpentage entamée par l'arpenteur Jean Berthony Guerrier en faveur du sieur Helvé en date du 23 mars 2023. Ce, conformément à l'article 37 du décret du 26 février 1975 sur l'opposition d'arpentage. Condamne solidairement les cités à quinze mille gourdes de dommages et intérêts pour les torts causés. Leur condamne aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Jean Wilner Pierre du Tribunal pour la signification de ladite sentence. La partie qui succombe en justice supporte les frais et dépens.
Donné de nous, Me. Pierre Miken Nordé, suppléant juge de Paix de la commune de
Gressier, juge en audience publique et ordinaire du jeudi quinze Juin deux mille vingt trois à dix heures du matin avec l'assistance du sieur Ivanel JULES, Greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc...
Ivanel Jules, Greffier

Mort de Nahel : un comité de l'ONU demande à la France d'interdire le profilage racial



L'usage de la force lors des affrontements entre la police et les manifestants à Paris



Marche samedi dernier 8 juillet en mémoire d'Adama Traoré, pour le septième anniversaire de sa mort.

Un comité de l'ONU a appelé vendredi la France à veiller à ce que l'enquête sur le meurtre de Nahel, un adolescent tué par la police près de Paris, soit « approfondie et impartiale » et a appelé à l'interdiction du profilage racial.

Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), composé de 18 experts indépendants, a fait part de ses préoccupations concernant le profilage racial et l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre.

Il condamne « le pillage et la destruction de biens privés et publics ainsi que les informations faisant état d'arrestations massives et de détentions de manifestants ». Il se dit aussi profondément préoccupé par « *la pratique persistante du profilage racial et à l'usage excessif de la force par les responsables de l'application des lois, en particulier la police, contre les membres des groupes minoritaires, les personnes d'ascendance africaine et arabe* ».

Le Comité s'est par ailleurs félicité de l'ouverture d'une enquête sur les circonstances qui ont abouti au meurtre de Nahel qui a suscité une éruption de violence en France. « *La France [devrait] veiller rapidement à ce que l'enquête sur les circonstances qui ont conduit au décès de Nahel M. soit approfondie et impartiale (...) il est nécessaire de poursuivre les auteurs présumés et, s'ils sont reconnus coupables, de les sanctionner* », a-t-elle déclaré.

L'instance onusienne a appelé les autorités à s'attaquer en priorité aux « causes structurelles et systémiques de la discrimination raciale, y compris dans la mise en vigueur des lois ».

Cette intervention du CERD intervient au moment où le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a validé l'interdiction de la marche prévue samedi 8 juillet en mémoire d'Adama Traoré, pour le septième anniversaire de sa mort. Adama Traoré, un homme noir de 24 ans, est mort peu de temps après son interpellation par des gendarmes le 19 juillet 2016. Par la suite, plusieurs nuits de violences urbaines ont secoué la France.

« Les juges des référés ont estimé que, bien que les violences aient diminué ces derniers jours, leur caractère extrêmement récent ne permet de présumer que tout risque de trouble à l'ordre public ait disparu », indique le tribunal dans un communiqué.

Malgré l'interdiction des rassemblements par la préfecture de police, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre la persistance des brutalités policières et du profilage racial à travers la France

Au moins deux mille personnes ont bravé une interdiction samedi pour se joindre à un rassemblement à la mémoire d'Adama Traoré, un jeune homme d'origine africaine tué en garde à vue en 2016, dans le centre de Paris.

Sept ans après sa mort, sa sœur avait prévu de mener une marche de protestation commémorative annuelle au nord de Paris, à Persan et Beaumont-sur-Oise.

La police a dispersé la foule depuis l'immense place de la République à Paris, envoyant plusieurs centaines de personnes vers le large boulevard Magenta, où elles ont été vues en train de marcher pacifiquement.

PresseTV 08 Juillet 2023

La CELAC refuse la présence de Zelenski au sommet avec l'UE

Par Sarah Espinoza

Les hauts dirigeants des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont rejeté l'invitation faite par le président du Gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, à son homologue ukrainien Volodymir Zelensky, pour assister au IIIe Sommet entre la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et l'Union européenne (UE), qui se tiendra du 17 au 18 juillet à Bruxelles,



Le troisième sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'UE et de la CELAC se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2023.

Selon Spoutnik, le président de l'Ukraine, quelques jours plus tôt, a révélé que certaines nations d'Amérique latine, sans préciser lesquelles, se sont opposées à sa participation à cette rencontre.

« Il m'a invité, mais certains dirigeants d'Amérique latine ont bloqué cette invitation », citent les médias internationaux.

Le président espagnol, quant à lui, a fait valoir que la présence de Zelenski au forum multilatéral aurait été une bonne occasion pour la région de comprendre la version ukrainienne du conflit, afin d'obtenir un soutien financier, humanitaire et militaire pour Kiev depuis l'Occident.

Suggestion qui a été rejetée par les pays de la CELAC, qui maintiennent une position de neutralité face au conflit, car ils misent sur la préservation de la bonne santé des relations avec la Russie et l'UE, note Spoutnik. En outre, il rapporte que l'envoi d'armes au régime de Kiev ne pourrait qu'aggraver le conflit, comme l'a dénoncé le gouvernement russe à plusieurs reprises.

Celac propose un programme de paix

Face à l'approche de l'UE visant à centrer l'agenda commun du Sommet avec la CELAC sur l'Ukraine, les nations latino-américaines et caribéennes ont proposé, lors de la préparation de la rencontre multilatérale début juillet, que la déclaration conjointe entre les deux blocs préconise « des solutions diplomatiques sérieuses et constructives au conflit actuel en Europe. »

Et ils ont ajouté que la solution doit être donnée par des moyens pacifiques qui garantissent la souveraineté et la sécurité de tous ainsi que la paix régionale et internationale, la stabilité et la sécurité.

Le mois dernier, le bloc européen a envoyé une proposition de déclaration commune comprenant plusieurs paragraphes sur le soutien exprès à l'Ukraine en faisant référence aux résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), rapporte Euractiv.

Réparations

Dans la contre-proposition de projet présentée par la CELAC, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes demandent également aux Européens des réparations pour les dommages causés par l'occupation coloniale. « Nous connaissons les souffrances incalculables infligées à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à la suite de la traite transatlantique d'esclaves africains et nous les regrettons profondément, » indique le projet.

Le texte ajoute la reconnaissance de « la nécessité de prendre des mesures appropriées pour rétablir la dignité des victimes (de la traite transatlantique des esclaves africains), y compris des réparations et des compensations » pour aider à guérir la mémoire collective et à inverser les héritages du sous-développement, rapporte AVN.

En plus de cela, le document envoyé par la CELAC fait référence aux questions de santé, d'éducation, de développement culturel et de sécurité alimentaire. De même, le texte indique que les deux parties attendent la future signature et l'approbation de l'accord de l'UE avec le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Ils ont dit également que la transition vers un système économique plus durable doit « tenir compte des circonstances, des plans et des politiques nationales. »

IIIe Sommet UE-CELAC

Sous le slogan « Renouveler le partenariat bi-régional pour renforcer la paix et le développement durable », le troisième sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'UE et de la CELAC se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2023.

Cette rencontre historique favorisera le renouvellement et la consolidation des relations entre les deux régions après près d'une décennie d'absence de dialogue bi-régional au plus haut niveau politique.

En préparation du troisième sommet UE-CELAC, la Fondation internationale EU-CELAC organise différents forums dans le but de réunir les acteurs sociaux, les décideurs politiques et les institutions pertinentes pour discuter des défis et des opportunités du partenariat.

Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 9 Juillet 2023

Suite de la page (12)


Des vétérans de la guerre d'Azov et des sympathisants défilent à Kiev, en 2019. (Goo3, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0)

les fortes divisions en Ukraine sur l'adhésion à l'OTAN, avec une grande partie de la communauté ethnique russe opposée à l'adhésion, ne conduisent à une scission majeure, impliquant la violence ou, au pire, la guerre civile. Dans cette éventualité, la Russie devrait décider d'intervenir ou non, une décision à laquelle elle ne veut pas être confrontée. . . . »

« Dmitri Trenin, directeur adjoint du Centre Carnegie de Moscou, s'est dit préoccupé par le fait que l'Ukraine était, à long terme, le facteur le plus potentiellement déstabilisant dans les relations américano-russes, étant donné le niveau d'émotion et de névralgie déclenché par sa quête d'adhésion à l'OTAN... », peut-on lire dans le câble.

« Le fait que l'appartenance à l'Union reste un facteur de division dans la politique intérieure ukrainienne a ouvert la voie à une intervention russe. M. Trenin s'est dit préoccupé par le fait que des éléments de l'establishment russe seraient encouragés à s'immiscer, ce qui stimulerait les États-Unis à encourager ouvertement les forces politiques opposées et laisserait les États-Unis et la Russie dans une position de confrontation classique ».

L'invasion russe de l'Ukraine n'aurait pas eu lieu si l'alliance occidentale avait honoré sa promesse de ne pas étendre l'OTAN au-delà des frontières de l'Allemagne et si l'Ukraine était restée neutre.

Les souteneurs de la guerre connaissaient les conséquences potentielles de l'expansion de l'OTAN. La guerre, cependant, est leur unique vocation, même si elle conduit à un holocauste nucléaire avec la Russie ou la Chine. C'est l'industrie de la guerre, et non Poutine, qui est notre ennemi le plus dangereux.

Chris Hedges, 5 juillet 2023

***Chris Hedges** est un journaliste lauréat du prix Pulitzer qui a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a été chef du bureau du Moyen-Orient et chef du bureau des Balkans.Auparavant, il a travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et NPR. Il est l'animateur de l'émission "The Chris Hedges Report".

Consortiumnews
Arrêt sur info 06 juillet 2023

Suite de la page (11)

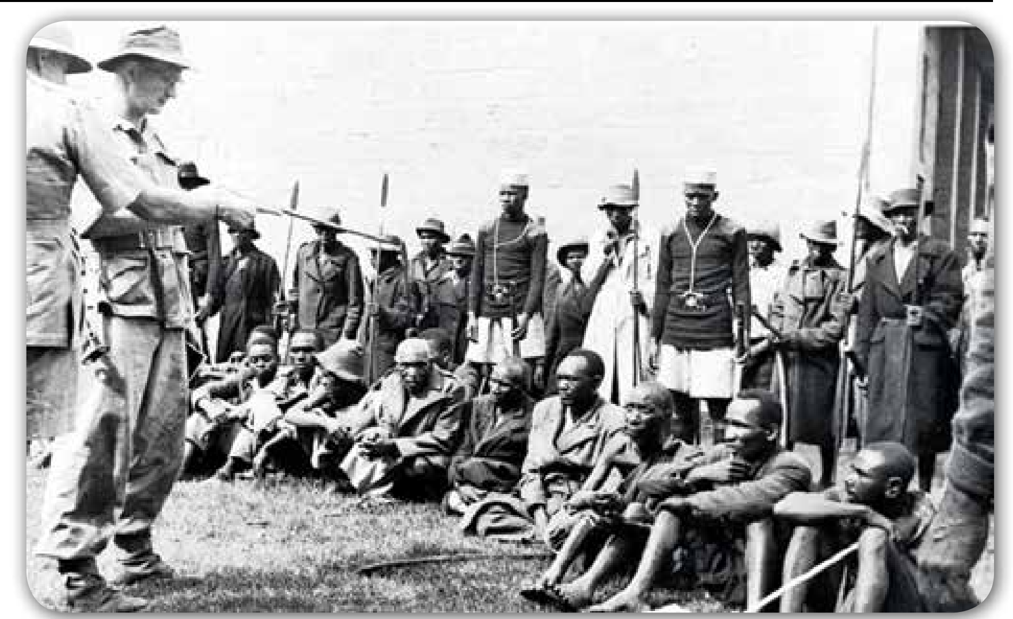
technologique, ainsi que l'autodétermination dans les orientations politiques que chaque peuple décide de prendre, restent en suspens.

Bien que des stratégies continuent d'être générées depuis le Nord pour infiltrer la recherche d'une identité continentale, comme l'Initiative des jeunes leaders africains (YALI), les différentes expressions d'organisation dans les régions gagnent en force. En ce qui concerne la YALI, le journaliste Pepe Escobar l'a décrite comme un mécanisme équivalent à l'Africom appliqué dans 49 pays africains, axé sur la "formation des jeunes" aux affaires jusqu'à ce qu'ils soient prêts pour un "engagement à long terme entre les États-Unis et l'Afrique". Le tout financé par les universités américaines, Coca-Cola, IBM, la Fondation MasterCard, Microsoft, Intel, McKinsey, General Electric et Procter & Gamble, avides d'eau bon marché, de main-d'œuvre et de minéraux stratégiques.

En février 2013, le Commandant Hugo Chávez a lancé une déclaration internationale dans le cadre du sommet Amérique du Sud-Afrique (ASA), qui s'est tenu à Malabo (Guinée équatoriale). Dans le message envoyé, il a réitéré que "nous sommes le même peuple" et a insisté sur l'union comme moyen de coopération Sud-Sud. Chávez a appelé à unifier les capacités des continents, où se trouvent les ressources naturelles, politiques et historiques nécessaires pour sauver la planète du chaos auquel elle a été conduite, "dans un véritable pôle de puissance".

Presque tout ce qui a constitué un retard et un abandon pour le continent-mère a servi à ce que leurs pays adoptent des positions unitaires sans renoncer à la diversité, ont pu transcender l'imposition des frontières en établissant des liens régionaux, ont survécu à la guerre froide et à la confrontation mondiale actuelle avec des initiatives politiques et économiques qui leur donnent une place de poids dans la multipolarité qui se dessine, le tout au milieu de contradictions et en survolant un capitalisme qui, étant en déclin, devient de plus en plus vorace.

Les vases communicants sont à moitié pleins pour certains aspects régionaux, d'autres sont à moitié vides, mais ce qui manque à l'union, ce sont les dynamiques émergentes qui impliquent de nouveaux centres et pôles de puissance et de souveraineté.


La création de régimes de colons puissants en Afrique a contribué à soutenir la domination du capitalisme occidental

Mision Verdad 5 juillet 2023
Traduction Bernard Tornare
7 Juillet 2023

Suite de la page (4)







n'a pris que seulement deux semaines. Et comme l'a si bien dit le pasteur, c'est le soif de changement en Haïti qui a mobilisé tous ces gens.

Nous du journal Haïti Liberté, nous encourageons et supportons toutes les actions positives à la défense et la promotion du pays qu'entreprennent les masses haïtiennes d'où qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, religieuses ou pas.

Neuf Palestiniens tués dans l'attaque massive d'Israël contre Jénine



Huit des neuf Palestiniens tués dans l'attaque massive d'Israël contre Jénine, 3 Juillet 2023

Selon le ministère palestinien de la santé, l'attaque en cours a tué au moins dix personnes, dont quatre mineurs, et a fait plus de 100 blessés, dont 20 sont dans un état critique. Un autre Palestinien a également été abattu par des soldats israéliens près de Ramallah lors de manifestations pro-Jénine. ASI

Les forces d'occupation israéliennes (FOI) ont lancé une attaque terrestre et aérienne massive contre le camp de réfugiés de la ville palestinienne de Jénine, tuant au moins quatre jeunes et en blessant 25 autres,(*) dont sept dans un état critique, tôt lundi. Des avions de guerre israéliens ont effectué au moins 10 frappes aériennes sur Jénine, pendant que plus de 100 véhicules blindés israéliens se dirigeaient vers la ville.

Les noms des martyrs, qui seront associés aux visages dès que possible : Samih Abu Al-Wafa, Hussam Abu Dhiba, Aws Hanoun, Noureddine Marshoud, Muhammad Al-Shami, Ahmed Al-Amer, Majdi Arawi, Ali al-Ghoul

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré que les raids avaient tué au moins 4 personnes et fait 25 blessés, dont 7 dans un état critique.

Les attaques des FOI ont déclenché une fusillade qui a duré jusqu'à lundi matin, les bruits d'explosifs et de drones continuant d'être entendus à travers Jénine quelques heures après le raid.

Lorsque le jour s'est levé ce matin, une épaisse fumée noire provenant de pneus enflammés incendiés par des habitants tourbillonnait encore dans les rues et des appels à soutenir les combattants retentissaient dans les haut-parleurs des mosquées.

Après l'attaque de lundi, l'armée israélienne a déclaré dans un communiqué qu'elle avait frappé un « centre d'opérations communes », qui servait de centre de commandement aux Brigades de Jénine, une unité composée de combattants de différents groupes armés palestiniens.

*Selon le dernier bilan dix Palestiniens ont été tués, dont quatre mineurs, et a fait plus de 100 blessés, dont 20 sont dans un état critique.

PIC 03 juillet 2023
Arrêt sur info 04 juillet 2023

Londres: des militants pro-palestiniens se mobilisent pour défendre Jénine

Par Robert Carter

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Londres en signe de soutien aux Palestiniens qui luttent pour leur survie dans le camp de réfugiés de Jénine.

Devant l'ambassade d'Israël à Londres, des milliers de manifestants pro-palestiniens ont exprimé leur colère face au raid israélien dans le camp de réfugiés de Jénine en Palestine occupée. Les orateurs ont condamné non seulement les crimes d'Israël, mais aussi le soutien continu que le Royaume-Uni offre à Tel-Aviv.

Les images horribles qui viennent chaque jour de la Palestine occupée et deviennent virales sur les réseaux sociaux ont envoyé des ondes de choc à travers le monde. Ces manifestants sont venus en grand nombre à Londres pour exprimer leur colère et condamner les autorités britanniques pour leur complicité dans les crimes israéliens contre le peuple palestinien.

Les organisateurs de la manifestation ont qualifié de « barbare » l'attaque d'Israël contre le camp de réfugiés de Jénine et ont exhorté le gouvernement britannique à abandonner ses projets pour interdire toute campagne de boycott anti-israélienne, y compris le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions).

Israël et Gaza ont échangé des tirs mercredi alors que le régime israélien se retirait de son raid de deux jours sur le camp de réfugiés. Au moins douze Palestiniens ont été tués, dont beaucoup étaient des adolescents.

Le Croissant Rouge palestinien a déclaré qu'environ 3000 personnes avaient été contraintes de fuir leurs maisons pour échapper aux attaques. Malgré les meurtres, le Royaume-Uni reste déterminé à poursuivre le projet de loi anti-BDS, ce qui rend plus difficile pour les détracteurs d'Israël de soutenir la Palestine au Royaume-Uni.

PressTV 08 Juillet 2023



Manifestation devant l'ambassade d'Israël à Londres

Sommet des BRICS en Afrique du Sud : Moscou juge inopportune la participation de Macron



Sergueï Riabkov, vice-ministre russe des Affaires étrangères

La Russie a fait savoir à ses partenaires en Afrique du Sud qu'elle jugeait inopportune la participation du président français Emmanuel Macron au sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Sergueï Riabkov, vice-ministre russe des Affaires étrangères a déclaré que «la Russie avait informé l'Afrique du Sud du caractère inapproprié de la participation de Macron au sommet des BRICS», annonce l'agence de presse russe TASS.

«Nous avons envoyé un signal selon lequel, avec tout le respect dû à la prérogative du pays hôte d'inviter telle ou telle personne, il faut partir du principe que les BRICS sont une association d'États qui rejettent par principe les sanctions unilatérales comme moyen de régler des problèmes de politique étrangère. Compte tenu de cela, l'inopportunité de l'apparition de représentants de l'Occident collectif là-bas est tout simplement évidente», a-t-il précisé.

Observateur Continental a fait savoir que le président français, Emmanuel Macron a demandé au président sud-africain s'il pouvait venir au sommet des BRICS. L'Afrique du Sud préside actuellement les BRICS, et son sommet est prévu du 22 au 24 août à Johannesburg.

Observateur Continental
23 juin 2023

Mèsi !

Solèy
ala yon gwo zafè !
Solèy pa gen manman.
Solèy pa gen papa,
lan lari l rete
tout tan.

Lan lari
tout moun an majigridi
anba solèy cho,
y'ap tann machin,
machin ki derefize rete
pou pasaje.

Pyès moun pa egzan
sa ou pran, se pa w !
Machin Leta tounen
machin prive. Rete !
Machin piblik rete estasyonnen,
vire tounen yo pap fè yon pa.
Lari li menm ap dekale,
li mete n nan bouyay
etan moun kanpe zikzik
lan mitan solèy cho.

Tout wout chire
tankou kè pantalèt,
van antre sòti
nan zòrèy moun.
Nou pandye a tout boulin
nan labim
sou wout Petyonvil
kote tout pye flanbwayan
panche tèt anba
ak on bann peny nan tèt yo.

wey ! peyi a fou vre,
pyebwa ap pran sèso,
tout kamyonèt sentre
lan menm relijyon
gwo kraze piti,
bourade lèran,
dezòd sou woulib.

Gen lannwit lan lajounen,
pa chache kras pen
nan trip fwonmi.
Ou pa wè nou pran nan demokras
sik ?
Èske se fòt chofè a ?

Gade lè w !
Ou pòtre yon bonbon
nan papye nikle.

Ti cheri
bèl mèvèy lanati,
vin chita sou papi w
pou gade diktati
k'ap chavire.
Nou fenk kòmanse wè !
freukan !
Chofè, mèsi !

Georges Castera



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

Use ItchNoMore® shampoo on dogs & cats to relieve secondary dermatits, treat yeast infections, & eliminate doggy odor. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

MISCELLANEOUS

Les conditions de Stoltenberg tuent l'espoir ukrainien



Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg et le président ukrainien Volodymyr Zelensky

Par Lucas Leiroz

Kiev continue d'insister pour rejoindre l'OTAN, malgré plusieurs déclarations de dirigeants occidentaux suggérant que cela ne se produira pas.

Aujourd'hui, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a clairement indiqué que la première condition pour envisager l'admission du pays serait la victoire sur le champ de bataille contre les Russes. Compte tenu du scénario militaire catastrophique dont font montre les troupes ukrainiennes, Stoltenberg a fini par éliminer tous les derniers espoirs du régime nazificoteur.

Le chef de l'alliance a fait cette déclaration le 28 juin dernier lors d'une conférence de presse, alors qu'il était en visite à Vilnius pour participer à l'exercice militaire bilatéral lituano-allemand «Griffin Storm». Il a déclaré qu'une victoire militaire contre la Russie était la «condition préalable nécessaire à toute discussion sérieuse sur la poursuite de l'adhésion».

«La tâche la plus urgente aujourd'hui est de s'assurer que l'Ukraine s'impose en tant que nation souveraine et indépendante en Europe. Car si [le président russe Vladimir] Poutine gagne cette guerre, il n'y aura pas de question d'adhésion à discuter», a-t-il souligné.

Les propos du secrétaire d'État étaient une réponse à une déclaration faite plus tôt dans la journée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a imputé à la peur excessive de la Russie l'absence de progrès dans le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Selon Zelensky, les dirigeants occidentaux placent la Russie au premier plan lorsqu'ils prennent des décisions concernant l'OTAN et l'Ukraine parce qu'ils craignent la réaction de Moscou à l'adhésion de Kiev. Il juge cette position «absurde» et appelle ses partenaires à réagir rapidement. «*Certains États et dirigeants mondiaux continuent malheureusement de se tourner vers la Russie lorsqu'ils prennent leurs propres décisions (...) On peut qualifier cette attitude d'autolimitation absurde et honteuse de la souveraineté, car les Ukrainiens ont prouvé qu'il ne fallait pas craindre la Russie*», a déclaré le dirigeant ukrainien.

En fait, il ne s'agit pas de peur, mais de respect mutuel entre puissances nucléaires. Zelensky ne semble pas comprendre que l'accord tacite de la Russie devrait être la priorité de l'OTAN lors de tout examen de la candidature d'un État, a fortiori lorsqu'une situation de conflit existe déjà.

Moscou a clairement indiqué à plusieurs reprises que l'expansion de l'OTAN devait cesser. Même s'il a fait preuve de bonne volonté diplomatique et de tolérance face à l'adhésion de nombreux pays voisins, le gouvernement russe impose une limite claire en ce qui concerne l'Ukraine, un pays qui a des liens historiques avec la Russie et qui est géographiquement très proche de Moscou. Il s'agit d'une ligne rouge très importante qui, si elle est violée, pourrait conduire à une catastrophe pour le monde.

Dans ce sens, le 27 juin, Stoltenberg avait déjà mentionné qu'il ne fallait pas «sous-estimer» la Russie. Le secrétaire d'État a déclaré aux journalistes qu'un programme global de soutien permanent à Kiev devrait être mis en œuvre, qui sera discuté lors du sommet de Vilnius. Selon lui, cette aide sera essentielle pour permettre à l'Ukraine d'assurer sa place au sein de l'alliance à l'avenir, après avoir «vaincu la Russie».

«*Dans le même temps, nous ne devons pas sous-estimer la Russie. Il est donc d'autant plus important que nous continuions à soutenir l'Ukraine. J'espère que notre sommet de Vilnius enverra un message clair de notre engagement (...) Lors du sommet, nous nous mettrons d'accord sur un programme pluriannuel pour l'Ukraine. Et nous améliorerons nos relations politiques. Cela permettra à l'Ukraine de se rapprocher de la place qui lui revient au sein de l'OTAN*», a-t-il déclaré.

Cependant, il est clair que la position de l'OTAN a été très ferme en ne permettant pas à l'Ukraine d'adhérer à l'organisation. Bien qu'il promeuve une guerre d'agression par procuration contre la Russie, le bloc occidental considère qu'il est nécessaire de maintenir les combats dans des zones situées en dehors de son parapluie de défense, ce qui garantit la préservation des troupes de l'OTAN en cas de situation plus grave à l'avenir. En fait, l'OTAN n'a jamais eu d'engagement avec l'Ukraine. L'organisation a une raison d'être simple : garantir militairement l'hégémonie mondiale des États-Unis, ce qui nécessite actuellement des efforts pour neutraliser la Russie et la Chine, les pays les plus actifs dans la perspective de l'avènement prochain d'un monde multipolaire.

Connaissant la capacité nucléaire de la Russie, l'OTAN ne s'engage pas dans un conflit avec ce pays, mais incite ses représentants régionaux à le faire. C'est pourquoi il n'y a pas seulement un conflit ouvert en Ukraine, mais aussi des incitations à la violence sur d'autres flancs possibles, comme la Géorgie, la Moldavie et le Belarus. Plus il y a de lignes de front anti-russes dans les pays non-membres, mieux c'est pour l'OTAN, qui distrait l'ennemi et se réserve pour un combat direct à l'avenir – qui, selon de nombreux analystes, se déroulera avec la Chine, un pays considéré comme une cible plus faible par l'alliance.

Cette stratégie occidentale semble encore plus claire si l'on tient compte du fait que pour commencer à envoyer systématiquement des armes au régime de Kiev, les responsables de l'OTAN ont exigé que la seule condition des Ukrainiens soit de «tuer autant de Russes que possible». En pratique, l'Occident n'a jamais eu pour ambition de vaincre la Russie par le biais de l'Ukraine, tout simplement parce que c'est impossible. L'alliance assigne à son mandataire un rôle clair dans le conflit : épuiser la Russie et maintenir les troupes ennemies occupées en Ukraine pendant que les plans de guerre américains progressent dans d'autres régions.

Ainsi, lorsque Stoltenberg déclare que l'Ukraine ne rejoindra l'OTAN qu'après avoir vaincu la Russie, il dit simplement que le régime ne sera jamais admis au sein de l'alliance. Une telle victoire est impossible pour Kiev et ne figure même pas dans les plans de l'OTAN. L'Ukraine perd ainsi tout espoir de devenir une «nation occidentale» et doit se contenter d'un rôle de mandataire.

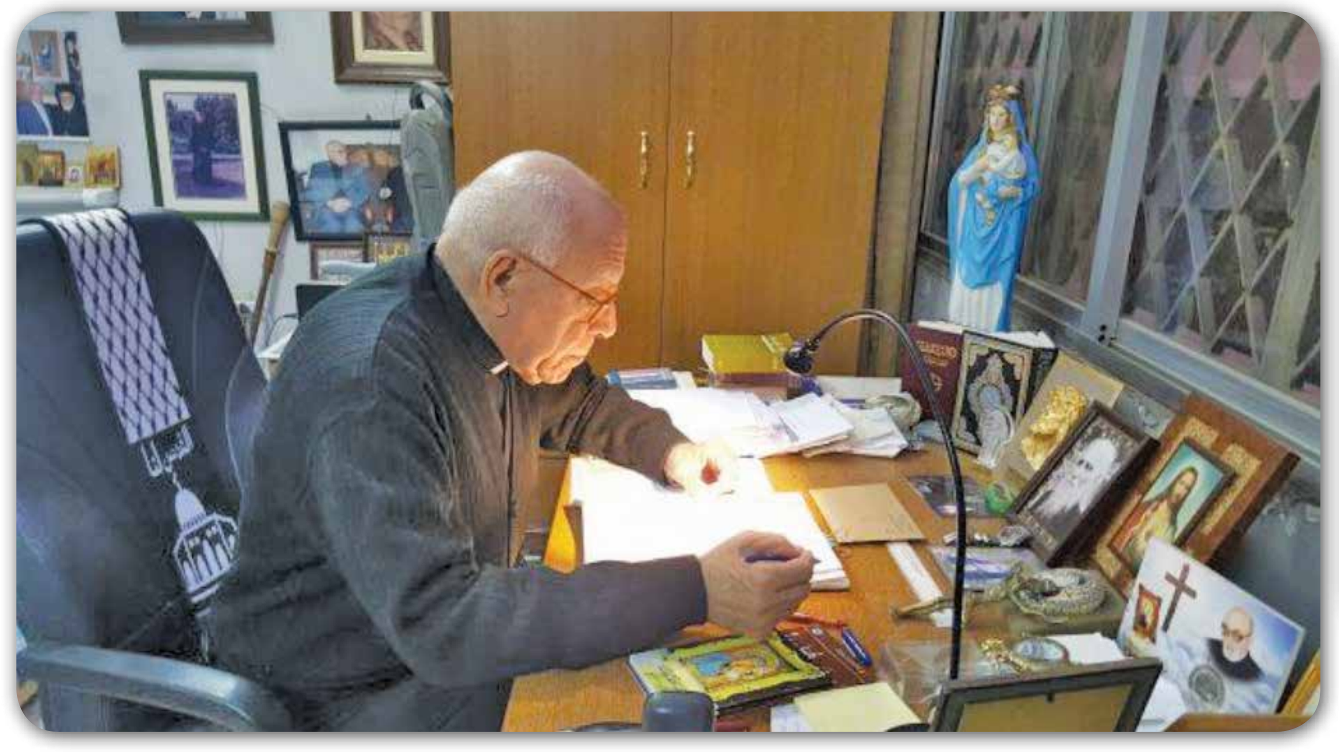
Geopolitika via Euro-Synergies
10 Juillet 2023
Réseau International
11 Juillet 2023





Stoltenberg déclare à Zelensky que l'Ukraine ne rejoindra l'OTAN qu'après avoir vaincu la Russie

« Julian Assange, un homme seul contre l'Enfer sur terre »



Père Elias Zahlaoui dans son bureau à l'Eglise Notre Dame de Damas © Nadine Zelhof



Julian Assange, un homme seul contre l'Enfer sur terre !

Par Elias Zahlaoui

Lettre ouverte à Sa Sainteté le Pape François: Julian Assange, Un homme seul contre l'Enfer sur terre !, de la part de Père Elias Zahlaoui à Damas, Syrie.

SAINTETE,

Permettez-moi, en prêtre arabe catholique de Syrie, de vous importuner de nouveau, et pour la dernière fois peut-être : à 91 ans, il faut s'attendre à « partir » d'une minute à l'autre.

Pourtant les conditions plus qu'horribles, imposées à la quasi-totalité de la population restée en Syrie, par suite de cette guerre infernale et absolument injuste, menée depuis plus de douze ans, contre mon pays, ne cessaient de m'y pousser.

Mais votre inertie, absolument incompréhensible de Représentant de Jésus- Christ sur terre, surtout lors du tremblement de terre du 06-02-2023, tout comme le silence de toutes les Eglises d'Occident, m'ont finalement convaincu de la vacuité de tout espoir de libération de cette Eglise, quant à l'emprise apparemment totale, qu'exercent sur Elle, ces Puissances de Mort, que sont les Etats- Unis et leurs nombreux valets, en Occident, dans le Monde Arabe et Musulman, et en Israël.

Pourtant Jésus-Christ avait depuis 2000 ans, bel et bien dit, entre autre :

1- « Mon Royaume n'est pas de ce monde » (St Jean 18/36)

2.- «Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu» (St Luc 20/25)

3- « Celui qui aura rougi de moi et de mes paroles, dans cette génération adultère et pécheresse, le Fils de l'homme à son tour, rougira de lui, quand Il viendra dans la gloire de Son Père avec les saints anges » (St Marc 8/38)

4- «Nul ne peut servir deux maîtres: Vous ne pouvez adorer Dieu et l'argent » (St Matt 6/24}

5- « Vous savez que ceux qu'on regarde comme les chefs des nations, leur font sentir leur pouvoir. Il ne doit pas en être ainsi Sainteté, parmi vous, au contraire, celui qui voudra devenir grand parmi vous, se fera votre serviteur, et celui qui voudra être le premier parmi vous, se fera l'esclave de tous. Aussi bien, le Fils de l'homme lui-même n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour une multitude » (St Marc 10/42 – 45)

6- «Heureux les artisans de paix, Car ils seront appelés fils de Dieu » (St Matt 5/9)

7- « Le voleur ne vient que pour voler, égorger et détruire. Moi je suis venu pour que les brebis aient la vie, et l'aient en abondance. » (St Jean 10/10)

Ces paroles, si simples mais si capitales, pourquoi vous paraissez incapable de les clamer et proclamer haut et fort, à temps et à contre-temps, face à un monde en pleine déroute, pourtant racheté au prix inestimable du Sang de Celui dont vous étés censés être le Représentant sur terre, Jésus-Christ ?

Quel triste aboutissement du Christianisme, en ces temps désastreux et décisifs !

Cependant laissez-moi pour finir, vous avouer, toujours en prêtre catholique, ce qui m'a réellement forcé à vous écrire, mais sans me faire aucune illusion.

Le soir du 03-06-2023, j'ai eu l'immense surprise de suivre sur une chaîne de TV libanaise, Al Mayadine, un programme intitulé : « Un homme face à un empire ».

Il s'agissait du combat mené depuis de longues années, et à quel prix… par le journaliste australien Julien Assange, contre cette infernale machine de mensonges et de morts, que sont devenus les Etats-Unis d'Amérique, au niveau du monde entier.

Un homme seul contre l'Enfer sur terre !

Tandis que l'Eglise laisse croire, par son silence et son inertie, quelle en est complice…

Vous étonnerais-je, en vous avouant, toujours en prêtre de Jésus- Christ, que devant l'honnêteté de Julien Assange, son courage, sa ténacité, sa sérénité et son abnégation, ma fierté d'homme n'avait d'égale que ma honte de prêtre catholique.

Sainteté,

Laissez-moi donc vous demander et demander à tout responsable ecclésiastique, quel qu'il soit et où qu'il soit, en toute vérité et humilité :

Notre Seigneur Jésus-Christ, qui a voulu racheter le monde entier par Son Sang, ne mérite -t-Il pas une prise de position, digne si peu que ce soit, de Son Sacrifice ?

Je vous dis mon affection.

Père Elias Zahlaoui
Damas
29 Juin 2023
Fête des Sts Apôtres Pierre et Paul

Arrêt sur info 08 juillet 2023